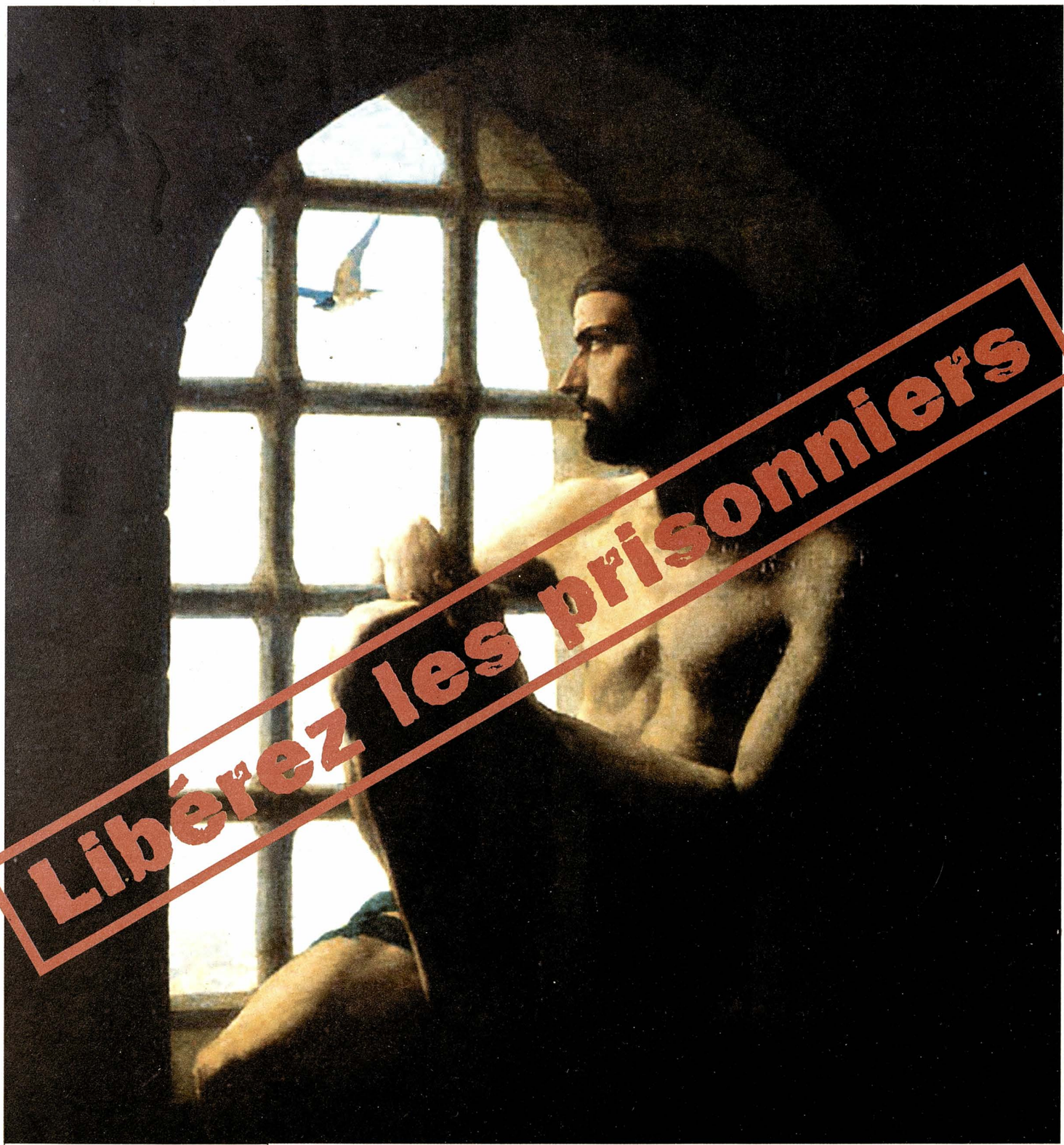
le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire



Libérez les prisonniers

François-Joseph-Aimé de Lemud. *Le Prisonnier*

M 02137 - 1467 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« *Sans justice sociale, la République ne vaut rien.* »
Jacques Roux

hebdo n° 1467

du 1er au 7 mars 2007

Le rappel de Don Quichotte, par D'jo, *page 4*

Sarko et son cirque, par M. Rajsfus, *page 5*

L'autruche aime pas la Légion, par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

L'IVG au Portugal, par P. Schindler, *page 7*

Communiqués de la F. A. italienne, *page 9*

Suicide à Guyancourt, par J.-P. Levaray, *page 10*

Lip: le film. Entretien par Daniel, *page 11*

Les chomeurs heureux, par N. Potkine, *page 14*

Écrasez l'infâme, par R. Dadoun, *page 15*

L'impasse électorale, par Didier, *page 17*

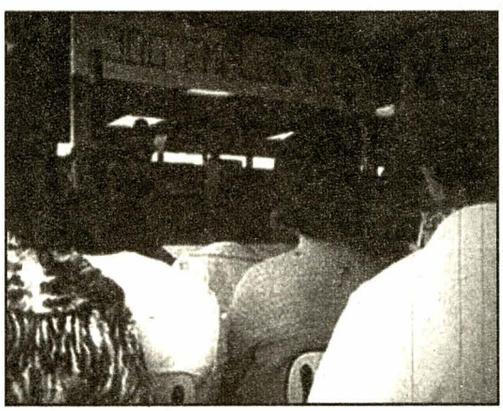
Gabrielle ou la révolution relative, par F. Dibot, *page 18*

57e Berlinale, par H. Hurst, *page 19*

Retour sur l'affaire Roland Veuillet, Mickaël, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	⬭ 20 €	⬭ 27 €
6 mois, 25 nos	⬭ 38 €	⬭ 46 €
1 an, 45 nos	⬭ 61 €	⬭ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ⬭ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

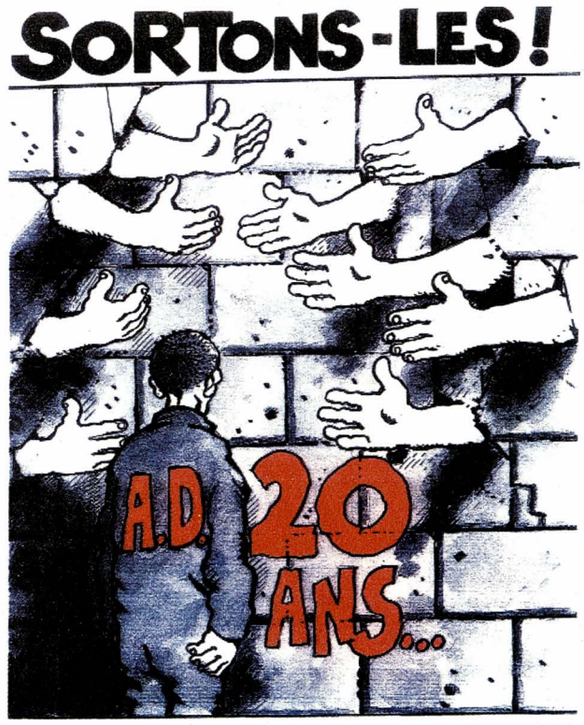
Editorial

Un poids mille mesures

D'avance présentons nos excuses aux animaux, enfin les vrais, pas ceux qui, autour de nous, composent de piteux numéros de cirque. L'énervement nous saisit au spectacle du cheval qui murmurait des mensonges à l'oreille des hommes. Ainsi quand la rossinante corrézienne veut nous faire accroire qu'au temps où Mandela croupissait dans un cul-de-basse-fosse lui-même prenait des risques inouïs en testant les plus grands palaces du continent africain. L'impudent équidé flanqué de sa haridelle couleur pièces jaunes dans le rôle du porteur de valises de l'ANC, voilà qui tutoie des records de jobardise.

Après avoir dévidé ces calembredaines abracadabrantesques, le poussif étalon friand de binouse court en Allemagne pour jouer au majordome des patrons européens en compagnie de la pataude et rusée Angela, dite l'amère-Kel. Ces jours derniers, ce tandem improbable, après avoir bâfré goulûment et émis un rot discret dans la foulée, aura déchiqueté la poire des effectifs d'EADS pour mieux préserver le fromage des actionnaires. À leur sifflet accourra bientôt le Loulou Gallois, lequel après une bonne mise en train à la SNCF sera chargé de « réajuster la voilure » du consortium. Pas de licenciements secs psalmodient ces canailles, pas de mal à cela puisque la mouise dans laquelle se retrouveront à court terme 10 000 salariés sera vite noyée sous leurs larmes de crocodiles. Les « ajustés » lorgneraient-ils du côté de chez Renault qu'alors nous les inciterions à ne pas postuler pour le site de Guyancourt. La cause ? Dans une unité dénommée « La Ruche » plusieurs abeilles piquées par le venin du désespoir se sont suicidées. Carlos Gohsn le requin-tigre n'en finit pas d'exhiber ses dents acérées pour complaire aux piranhas qui frétillent dans les eaux boueuses du CAC 40, l'appétit excité par l'odeur de rouges profits. Bien sombre tableau n'est-ce pas ? Alors offrons-nous une tranche de vraie poilâde Le bélier du Larzac piétine le sol furieusement. Et oui pour lui l'heure est grave, les tauliers de la politique-bizness veulent l'empêcher d'accéder à l'enclos où est parqué le troupeau des brebis votantes. D'autres ruminants à gueule en forme d'urne aspirante manifestent le même dépit… spectacle navrant et croquignolet. Allez il est temps de quitter ce bestiaire foutraque et d'aller regarder où pointe une vraie lueur d'espoir. La DARES dans un rapport publié en février 2007 nous informe que la conflictualité du travail s'est intensifiée au cours de la dernière décennie et précise que les conflits ont porté majoritairement sur les salaires et le temps de travail.

Ouf, il est des vents naissants dont le souffle fait courir de vrais parfums d'espoir !



André Sulfide

Serait-il osé d'affirmer, dans les colonnes du *Monde libertaire*, que quatre ans après sa condamnation pour complicité de crimes contre l'humanité, la libération de Maurice Papon, en 2002, fut une bonne chose ?

Assurément, non.

D'abord parce qu'anarchistes, l'idée même de la prison nous est intolérable.

Ensuite parce que, tout compte fait, encager un vieillard en réponse aux crimes contre l'humanité, précisément, eut été une façon malheureuse de poser voire de prétendre résoudre un affaire de cette nature.

Les occasions comme celle-ci sont rares pour que la justice, quand tous les regards convergent vers elle, prenne un soin particulier à astiquer ses lettres de noblesse.

Dans cet ordre d'idées, après avoir attendu une petite quarantaine d'années pour inculper Maurice Papon, et une petite quinzaine d'années pour entamer son procès, nos magistrats intègres avaient fait un bon début en ne prononçant « que » dix ans de réclusion pour l'ex-préfet de la Gironde, convaincu d'avoir scrupuleusement aidé les Nazis à assassiner quelques milliers de Juifs, entre autres saloperies.

On condamne à la peine perpétuelle pour moins que ça.

Il était sans doute encore un peu tôt pour aborder les massacres d'octobre 1961 et de février 1962, en plein Paris, accomplis par les forces aux ordres de M. Papon, préfet de police. Mais, en imaginant (soyons fous) que ce double scandale, encore soigneusement escamoté par l'État, ait été jugé, il est a peu près certain que les criminels auraient bénéficié d'une certaine clémence.

On aurait prononcé des peines symboliques.

On aurait épargné la prison aux grabataires en raison de « l'incompatibilité de leur état de santé avec la détention» et de la loi Kouchner dont Papon, impotent notoire, a pu profiter avant de quitter d'un pas assuré la prison de Fresnes.

On aurait préféré, en somme, la vérité sur cet épisode tragique de l'histoire des hommes, a la vengeance judiciaire.

Toute spéculation bue, il faut reconnaître qu'à l'égard de M. Papon, la justice a fait preuve d'un rare sens de l'humanité.

De là à faire une généralité d'un cas très particulier, il y a un gouffre. Un gouffre ? que dis-je ? Un abîme !

Un abîme dans lequel pourrissent les milliers de condamnés anonymes qui n'ont pas eu l'honneur de servir l'État, qui a l'occasion, ont eu l'impudence de se dresser contre lui.

Maurice Papon est mort après une retraite plus ou moins paisible, loin des

hauts murs et, quoi qu'il en soit, sans remords ni regrets.

Pour les prisonniers d'Action directe, qui ont déjà purgé leur peine de sûreté et s'accrochent aux barreaux depuis vingt ans, la question de leur libération n'est pas à l'ordre du jour. Quels que soient leur état de santé et les pronostics vitaux engagés pour tel ou tel d'entre eux. Nathalie Ménigon, gravement malade, achève de pourrir dans une geôle du pays des droits de l'homme. Joëlle Aubron, rongée par le cancer, a eu la faveur de pouvoir mourir en liberté surveillée, quelques mois après son élargissement.

Tous n'en finissent pas de demander une libération conditionnelle et d'interroger la justice de ce pays sur la signification profonde de ce qu'il faut bien appeler un acharnement pénal.

D'une manière générale, les alertes pleuvent sur l'état de santé de la population carcérale et tous les observateurs, qu'ils émanent des institutions (Sénat), de services officiels (inspections générales des affaires sociales et des affaires judiciaires) ou d'organisation non gouvernementales (Observatoire international des prisons), font état d'une augmentation dramatique du nombre de détenus malades, physiquement et/ou mentalement atteints. Le garde des Sceaux fait la sourde oreille. Le ministre de la Santé hausse les épaules. Avec une constance froide et patiente, les prisons continuent de broyer la matière humaine.

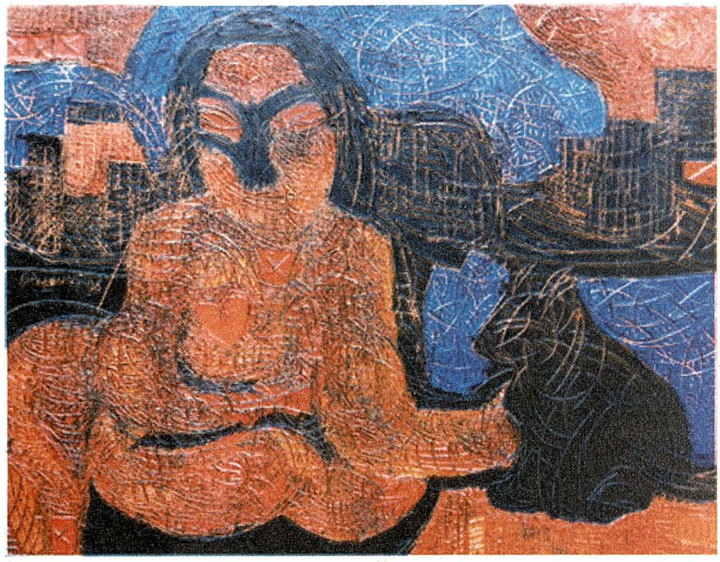
Au nom de la sécurité (laquelle ?), le marteau s'abat de plus en plus durement sur la tête de ceux qui ont le malheur de visiter, menottes aux poings, les palais de justice. Certains délits qui hier n'étaient pas passibles de l'enfermement, le sont désormais. Les peines s'allongent. Les libérations conditionnelles sont accordées au compte-gouttes. Toujours plus d'hommes, de femmes, de mômes (pour lesquels on aménage ces « centres fermes », misérable euphémisme pour nommer les prisons pour enfants) sont déversés dans ces dépotoirs cadenassés, pour y stagner et dépérir. Et, pour toute perspective, une fuite en avant vers la construction de nouveaux centres de détention, ou encore la sophistication des moyens de surveillance.

Il y a un peu plus d'un an, quelques détenus condamnés aux longues peines réclamaient, depuis la tristement célèbre prison de Clairvaux, leur mise à mort. Pour que cesse enfin l'hypocrisie d'une justice qui prétend favoriser le retour des condamnés à la vie sociale et qui, en réalité, empile toujours plus de pierres autour de ces emmures vivants. À cette provocation désespérée, M. Clément, le mal nommé, a cyniquement répondu : « Qu'on les prenne au mot et on verra combien se présenteront pour être exécutés. »

Sont-ils complices de crimes contre l'humanité ? Non.

L'État français l'est bien davantage, lui qui guide aussi assurément ses prisonniers vers la dégradation physique, la folie, et le suicide. **A. S.**

Don Quichotte
Le rappel



Galienni , le Clochard du moulin rouge.

De retour sur le camp, après un tournage, le leader des Enfants de Don Quichotte veut reprendre les choses en main.

Pendant l'entracte

Depuis un mois, les choses n'ont pas beaucoup changé autour du canal Saint-Martin. Depuis les promesses du gouvernement pas grand chose n'a été fait. Il y a bien eu des propositions de « relogement » seulement celles-ci sont à l'autre bout de la France ou dans des hôtels minables en banlieue. Des SDF relogés sont revenus. Marre d'être seuls, dans un coin pommé, où sans argent ils ne peuvent rien faire.

Les médias ont quitté le canal en même temps que le leader charismatique. Les SDF qui y sont restés se sentent abandonnés après la vague de charité qui les avaient portés au devant de la scène. La réalité les a rattrapés. Ils sont condamnés à vivre à la rue et à la fermer.

Les commerçants perdent des clients, apeurés par l'alcool et les quelques bagarres, le service d'ordre des Don Quichotte ne pouvant plus faire régner la paix sociale, tant en vogue actuellement. En effet, il faudra bien des gros bras pour que les SDF soient présentables pour les bobos parisiens. Comment pourrait-il en être autrement, quand le désespoir les gagne plus chaque jour, abandonnés à leur sort après tant de promesses.

Le rappel

Augustin Legrand est revenu sur le quai de Jemmapes suite aux promesses non tenues du gouvernement. Il a fait reprendre du service à ses sbires. Ceux-ci sont aidés par des vigiles payés par la mairie. Il désirait faire déménager toutes les tentes du même côté du canal, mais les SDF n'ont pas exécuté cette requête. Paraît-il que les commerçant sont gênés. Et ça, c'est mal ! Mais quelle peut bien être l'intérêt d'un mouvement de protestation si ce mouvement ne gêne personne et ne fait aucun bruit ? Pourquoi dans ce cas s'occuperait-on plus d'eux maintenant que depuis des années ?

Le bouquet final

Le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que de proposer des places dans un centre militaire, le fort de Nogent (Val-de-Marne), où sont hébergés habituellement les militaires de la Légion étrangère, bien connus pour leur tendresse ! Une dizaine de SDF seulement ont fait le déplacement.

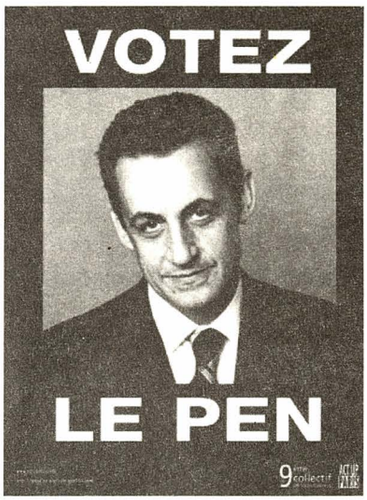
Avec tous les logements vides actuellement à Paris, certains appartenant à l'État, celui-ci montre une nouvelle fois sa volonté d'agir par effet d'annonce, surtout avant les élections. L'État est prêt à offrir 600 m² à certains de ses ministres déjà fort fortunés mais pas des logements plus modestes à des sans-abri.

Il n'y a rien à attendre de l'État pour offrir quoi que ce soit aux plus pauvres. L'État est garant des intérêts de la bourgeoisie. Il n'y a rien à attendre d'une paix sociale. Seule la lutte paye et c'est le seul moyen pour les exploités de faire valoir leurs intérêts et leurs droits.

D'jo

groupe-claaaaash@federation-anarchiste.org

Le grand cirque sarkozyen



Les campagnes électorales n'ont pas toujours constitué de grands moments d'expression démocratique. Il semble que le cru 2007 atteigne des sommets dans le domaine du débauchage de personnalités supposées populaires. C'est le grand cirque qui nous est proposé par l'UMP et Nicolas Sarkozy. Grande parade ou carnaval? C'est au choix. Nous avons d'abord assisté au ralliement de sous-produits de l'intelligence française comme Doc Gynéco ou Johnny Halliday. Ont suivi des saltimbanques tels Roger Hanin et Enrico Macias : le premier annonçant à grands sons de trompe qu'il votera Marie-George Buffet au premier tour, le second affirmant, la main sur le cœur, qu'il est toujours de gauche.

Succédant à ces comiques de second plan, nous avons vu s'avancer les poids lourds de la pensée française comme Max Gallo, Bernard Tapie ou André Gluksmann, tandis que le cher Alain Finkielkraut fait savoir que son cœur balance. Tiens, nous allions oublier Marc Weitzmann qui fut l'un des joyaux des Inrockuptibles.

La couleur ne fait rien à l'affaire...

On croit rêver. Serais-ce l'effet recherché par la référence faite à Jean Jaurès et à Léon Blum? Pourquoi ne pas, demain, appeler Proudhon, Marx et peut-être Lénine, à la rescousse? Sarkozy au pouvoir représenterait une véritable avancée sociale? Les gogos veulent ignorer que, déjà, le candidat de l'UMP a annoncé la couleur : travailler plus pour ne pas gagner davantage, remise en cause du droit de grève, mise au pas des chômeurs sans doute sommés de travailler pour le montant du RMI.

Dans les banlieues, où le taux de chômage oscille souvent entre 30 et 50 %, le candidat Sarkozy se fait subitement doucereux avec ceux qu'hier il traitait de « racailles » qu'il fallait « kärcheriser ». À cette fin, il a trouvé des alliés dociles parmi ces minorités « visibles » qu'il n'a cessé de stigmatiser depuis cinq ans. Dans leur proclamation d'allégeance, ceux-là sont encore plus vindicatifs que leur maître – il leur faut bien démontrer cette efficacité que l'on attend des collabos.

Ainsi, le premier flic de France s'estime être en situation de réussir son pari : prendre le pouvoir à la hussarde en promettant tout et son contraire à des pignoufs qui s'appliquent à relayer sa « pensée ». Ceux-là n'ont pas la narine fragile, et leur aveuglement leur permet de ne pas comprendre que l'entourage de Nicolas Sarkozy est encore plus nocif que le maître qu'ils servent.

Inutile de citer des noms, la liste serait trop longue. Il n'en reste pas moins que la base de l'UMP – dans sa grande majorité – est plus proche de l'idéologie du Front national que des oripeaux d'un gaullisme moribond...

Maurice Rajsfus

Quand l'autruche éternue...

Légion d'horreur

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je? Bayrou, qui n'en peut mais, de plus en plus ségoléniste : **« Sur le plan des valeurs, je me suis toujours senti proche de la gauche. »** Ah oui? Comment se fait-il alors que depuis trente ans tu votes à droite? **« Beaucoup de gens qui veulent à tout prix du nouveau se tournent vers moi »**, a ajouté le margoulin. Eh, Bay-bayr', t'as pas du plus neuf? Tu crois que j'ai oublié que t'étais déjà ministre quand j'avais pas dix ans?

Puisqu'on parle des anciens, prenons des nouvelles de Marie-Georges, la stalino-putschiste. Elle, veut **« une gauche décidée à renverser les montagnes. »** Petite prétentieuse, va... Renverser les montagnes? Déjà que la gauche n'arrive plus, depuis longtemps, à les déplacer...

Laissons MG à son bouillon et intéressons-nous à la grande affaire de la semaine, le remaniement de l'équipe Royal. **« Il faut qu'on sorte de l'autogestion, il faut qu'on remette de la hiérarchie »**, avait décidé l'adjudant, oubliant le principe qui, selon Robert-du-bistrot, veut que la hiérarchie, c'est comme les étagères. Plus ça monte haut et moins ça sert.

Ainsi, pour « sortir de l'autogestion » (la bonne blague), l'adjudant a rappelé sur scène DSK, Fabius, Jospin. **« J'espère qu'ils vont se mettre à parler »** , qu'il a dit l'adjudant. Ah bah, dame, on l'espère tous, pensez... Ça va être un vrai festival! Selon Yann Arthus-Bertrand, le photographe écolo et grand connaisseur de la faune, rien de plus normal que le retour des trois compères puisque **« les troupeaux d'éléphants sont toujours dirigés par une femelle».** Bref le PS, c'est Daktari. Avec François Hollande dans le rôle du vieux lion qui louche?

Marine Le Pen, pour sa part, juge que du coup la campagne de Royal **« va devenir beaucoup moins sexy.».** Avec la tronche qu'elle se trimballe et son cul de concierge versaillaise, la Marine s'y entend, c'est sûr, en matière de glamour.

Enfin, rappelons à la mémoire de nos lecteurs-trices le souvenir de Bernard Kouchner, bienfaiteur de l'humanité, cependant oublié lors de l'opération de rapatriement des vieilles ganaches socialistes. Le voilà qui se morfond, et va jusqu'à douter de ses petits camarades : **« Parfois, je demande des explications, parfois je ne me sens pas bien. »** Il est malade, le brave docteur? Ah oui il est tout bleu, tiens, couleur UMP.

Faut dire à sa décharge que la campagne de Royal c'est un peu comme les manèges de la foire du trône, ça donne pour le moins le tournis. Selon un proche de la dame, **« Ségolène fait campagne sur un tapis roulant, mais à l'envers. »** De quoi choper la gerbe.

La gerbe, on la chope également à l'écoute de maître Vuillemin, avocat de Papon : **« Je veillerai personnellement à ce que l'accompagne dans sa tombe la croix de commandeur de la légion d'honneur que Charles de Gaulle lui a remise de ses propres mains, pour l'éternité »,** amen. Le vieux facho fut donc enterré avec sa breloque, sa grosse médaille en chocolat, et on s'en fout, qu'il aille au diable. Nous importe autrement le sort des 408 personnes ayant plus de 70 ans et qui croupissent en tôle, ou celui de Ménigon, qui, si ça continue, crèvera derrière les murs. Il est vrai qu'elle n'a pas su, elle, mériter la légion d'horreur.

Frédo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Samsonite fait sa valise

L'usine de bagages américaine Samsonite d'Hénin-Beaumont devient Energy Plast, après avoir été vendue, ou plutôt, selon une délégué CGT « cédée pour presque rien, tandis que 9 millions d'euros ont été versés aux deux actionnaires, sous forme de subventions diverses ». Propos confirmés par le dernier directeur en poste. « Ça coûtait moins cher que le licenciement collectif qui était estimé entre 15 et 20 millions d'euros, soit deux fois plus que la vente subventionnée.» Les derniers salariés refusent de livrer les milliers de pièces aux sous-traitants auto et moto. Les premiers licenciements ont eu lieu en 2001, une salariée se souvient : « les chefs d'équipe s'approchaient des salariées, placées en rond au milieu de l'atelier, pour les désigner, une par une (dont des divorcées ou des personnes dont le conjoint ne travaillait pas). Il y a eu des malaises, des hurlements. Le reclassement n'a rien donné. Quand vous découvrez que c'est fini, ça vous coupe les jambes. »

150 mal-logés à bout de souffle

Après trois heures d'occupation de l'université Malesherbes à Paris par 200 personnes et une soixantaine d'enfants vivant à l'hôtel, dans des conditions exiguës, ruineuses et insupportables, le doyen de l'Université a demandé l'évacuation des familles, qui s'est déroulée dans le calme vers 18 heures par un très impressionnant dispositif de gardes mobiles. Les familles à l'hôtel n'en peuvent plus et ont décidé de poursuivre la mobilisation, les négociations avec la ville de Paris sur le relogement n'ayant rien donné. Elles occupent à présent l'église Saint-Jacques Saint Christophe, dans le 20e arrondissement.

Nouvelle délocalisation

Malgré le renouvellement du contrat de licence avec ECCE, la délocalisation vers les pays de l'Est de la production des marques Kenzo et Givenchy, propriétés du géant du luxe LVMH, parait inévitable. Selon une déléguée CGT, le tarif horaire est de 0,19 centime d'euro à l'Est, contre 0,56 en France. Elles et ils ne sont plus que 147 rescapés des différents plans sociaux à travailler à Poix, contre 400 en 2003, en majorité des femmes, payées au SMIC, pour une moyenne d'âge supérieure à 40 ans.

Charlie remercie Sarkozy pour son soutien

Pincez-vous, vous ne rêvez pas, lu dans *Charlie hebdo* sous la plume de Philippe Val, à propos du procès sur les caricatures de Mahomet : « Témoignage de dernière minute, que nous n'avions pas sollicité, celui de Nicolas Sarkozy. Nous acceptons ce soutien et nous nous en réjouissons, car il prouve que dans une démocratie la gauche et la droite s'affrontent sur la base de valeurs qui ne se discutent pas, et qu'elles partagent clairement. Merci donc à Nicolas Sarkozy, d'autant qu'il sait que nous ne le ménagerons pas pour autant. Son soutien a eu également le mérite d'ébranler le Conseil français du culte musulman qu'il a créé lui-même. » Plutôt crever que d'écrire ça un jour dans le *ML* !

Chômage : les chiffres ACDC confirmés

Selon une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques, le « vrai » chiffre du chômage serait de 8,9 % et non de 8,6 % : le nombre de demandeurs d'emploi en 2006 n'aurait pas baissé de 270 000 personnes, mais seulement de 181 000. Fin janvier, le collectif Les Autres Chiffres du Chômage (voir *ML* 1457) contestait les officiels que l'Insee devait faire paraître. Ils ne prenaient pas en compte les « radiés » ou les « dégoûtés » qui ne s'inscrivent pas à l'ANPE. L'Insee a donc reporté la parution de ses chiffres, il y a fort à parier qu'ils sortiront… après les élections !

Le Monde au secours de L'UMP

« Difficile de trouver une cohérence dans les agressions qui se sont déroulées ces dernières semaines contre des permanences de partis politiques à Paris […]. Les locaux de l'UMP ont été les plus visés par ces commandos : 12 attaques, contre 2 pour le PS et 1 contre les Verts. Au total, 8 permanences du parti de Nicolas Sarkozy ont été vandalisées […], ainsi que le siège du candidat, rue d'Enghien, devant lequel des détritus et des excréments ont été déposés ». Le pauvre ! Et si après ça, les candidats ne comprennent pas que l'on n'en veut pas

Les cliniques privées profitent des erreurs de la sécu

Selon *le Canard*, depuis la tarification à l'activité, les établissements de santé ont une tendance à surfacturer les petits actes externes (jusqu'à dix fois leur prix réel). La Générale de santé (140 cliniques et 20 % de l'activité du secteur privé) s'est fait épingler pour des trop-perçus (3 millions d'euros) et ceci depuis des années. Dans plusieurs cliniques visitées par la Direction de la répression des fraudes, les factures remboursées deux, voire trois fois, à la suite d'erreurs de la sécu étaient conservées en comptabilité depuis 2003 et en l'absence de réclamations après deux ans, le pactole était gardé. Pratique !

Réforme des fichiers de police

L'article 7- 8 du décret préparé par le ministère de la Justice permettra aux policiers et gendarmes de faire traîner sept mois la demande d'un citoyen, pour consulter les fichiers Stic et Judex (où sont recensées toutes les personnes qui ont eu à faire à la police, soit en tant que victime, soit comme témoin). Mais, ces gigantesques fichiers sont truffés d'erreurs et la Cnil a déjà enregistré 2 000 réclamations de retard pour le Stic. Enfin, la commission ne disposera plus que de deux mois, un mois dans certains cas, pour donner son avis sur les projets de nouveaux fichiers gouvernementaux. Passé ce délai, son avis sera automatiquement « réputé favorable ». Pratique !

Recherche : les diplômés précarisés

Selon SGEN-CFDT, pour le secteur public, 1 contrat de travail sur 5 est un CDD, à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. Au CNRS, il est de 1 sur 3 et de plus de 2 sur 5, à l'Institut national de la recherche agronomique. Chaque année, 10 000 thèses sont soutenues pour seulement 2 500 postes en université. Le chômage explose dans la recherche. Inutile de chercher les causes de la fuite des cerveaux, vers l'étranger (non, pas celui de Johnny, ceux des jeunes diplômés). Dans le secteur privé, en 2004, 10 000 chercheurs vivaient de petits boulots au noir, exercés dans les labos ou dans des associations caritatives (recherche sur le cancer, etc.). Pratique !

IVG

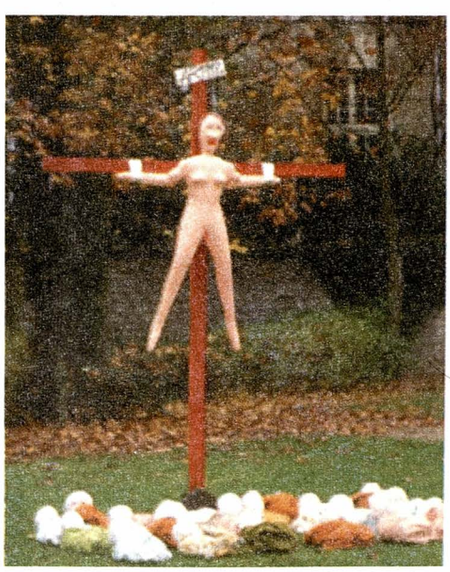
Référendum hypocrite au Portugal

« Portugal + 1 point/Malte, Pologne et Irlande – 1 »

Dès sa conception, le référendum portugais sur le droit à l'avortement a été faussé. Selon nos camarades anarchistes vivant dans le pays, « ce référendum n'avait pas de raison d'être : il est issu d'un honteux consensus, obtenu entre les socialistes – de plus en plus impopulaires à cause de la casse sociale qu'ils ont cautionnée –, et les curés portugais ». Preuve en est l'absence d'affrontement dans la rue entre les anti-IVG et les militants pour le droit au choix. S'agit-il d'un nouvel effet de manche des sociaux-démocrates ? On peut aussi se demander comment ce droit sera appliqué vu le manque de moyens ? Dans d'autres pays européens, nous avons eu, hélas, l'occasion de nous en rendre compte : par exemple, en France (pays laïc ?) où, malgré la loi Veil, les cliniques pratiquant l'IVG se font de plus en plus rares, tandis que les anti-IVG continuent à prier impunément à genoux sur nos trottoirs, tout en brandissant des photos de fœtus… Une loi est-elle suffisante, pour faire respecter le droit des femmes à choisir librement ?

Patrick Schindler

LA QUESTION posée aux Portugais et Portugaises le 11 février, avait l'avantage d'être assez claire : « Êtes-vous pour la dépénalisation de l'IVG, si elle est réalisée à la demande de la femme, dans les dix premières semaines de grossesse, dans un établissement de santé légalement autorisé ? » Trois jours après les résultats, les chiffres divergent un peu, mais la fourchette se situe entre 52 et 59 % de « oui », selon diverses sources. Il est vrai que le taux de participation, malgré les appels des deux camps « celui du oui et celui du non », n'a été que de 50 % [1]. Ceci aurait pu poser un problème, mais en dépit de cette forte abstention, le référendum sera validé, les résultats étant « non contraignants ». L'Assemblée légiférera, car les formations favorables à la dépénalisation détiennent une majorité parlementaire absolue. « Il s'agit bien, cependant, d'une immense victoire pour les femmes portugaises », a souligné le directeur du Planning familial de Lisbonne. En effet, jusque-là la question du choix était taboue, dans un pays où l'influence de l'Église catholique reste forte (et représente, selon les chiffres officiels plus de 90 % des ressortissants). « Une législation permettra un accès à l'interruption de grossesse dans des conditions de sécurité pour les Portugaises, ainsi que le désir d'une maternité consciente, responsable et libre ».



Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Illustrations pp. 7 et 8: ART112, *les Avortons*:
« Croître et multiplier ma fille...
Les imbéciles voient des fœtus;
Les journalistes, qui espéraient un coup d'humour, sont pétrifiés.
D'autres restent fascinés par tant de laideur.
Faut-il dire joliment les choses moches? »,
25 novembre 1995, Poitiers.

Une bonne campagne pour le choix

Il est possible que la campagne menée en faveur du « oui » ait influencé les choix. Elle a surtout porté sur les 23 000 avortements clandestins pratiqués chaque année dans le pays [2]. Et ce, malgré le risque de trois ans de prison, sauf en cas « de viol, de danger pour la vie de la mère ou de malformation du fœtus ». Pour autant, il faut bien reconnaître que la majorité des procès se sont achevés sur des condamnations assorties de sursis ou d'acquittements [3]. Durant cette période, les femmes portugaises, qui en avaient les moyens, pouvaient traverser la frontière, pour rejoindre l'Espagne, où l'IVG a été légalisée depuis une décennie. Pour l'heure, les socialistes au pouvoir proposent d'autoriser l'avortement dans les dix premières semaines de la grossesse. Il est important de noter que ce délai, très réduit par rapport aux autres législations en cours dans d'autres pays européens, maintient le Portugal dans le classement des pays les plus conservateurs, en ce domaine. C'est ainsi qu'on se doit de parler de victoire relative. Un long chemin reste encore à parcourir pour allonger les délais, comme c'est dorénavant le cas en France. Sur ce point, le directeur du planning familial de Lisbonne rappelle: « Il faut faire pression pour que la couverture contraceptive soit plus efficiente et que l'éducation sexuelle dans les écoles soit effective, ainsi que l'adoption rapide d'une loi qui permettra d'intervenir rapidement, pour aider à l'information et dépénaliser le cas des femmes encore aujourd'hui concernées et pour poursuivre les avancées. » Pour autant, nos camarades vivant au Portugal nous alertent sur un autre aspect du problème. Les lieux d'accueil sociaux pour les femmes concernées sont de plus en plus laissés en perdition, sans moyens financiers et, de fait les femmes ont de moins en moins de lieux pour se faire entendre. Quid de l'aide psychologique, quid de la destruction des droits sociaux, au détriment de la santé publique?

Les anti-IVG dans le bénitier!

Durant toute la campagne, les anti-IVG n'ont eu de cesse d'avancer des arguments que nous, les militants pour le choix, connaissons bien: « une légalisation entraînerait un accroissement du nombre des IVG, une augmentation des dépenses de santé et pourrait également créer un précédent susceptible de remettre en cause d'autres lois ». Or, pour prendre le cas de la France, il s'avère que le nombre total de femmes ayant eu recours à l'avortement (tous âges confondus), depuis sa légalisation, n'a pas du tout explosé, loin de là. Il faut bien sûr rappeler qu'une telle loi doit s'accompagner d'une bonne campagne d'information sur les moyens de contraception, dont l'utilisation précoce est certainement directement en rapport avec le nombre d'IVG pratiquées. Au lendemain des résultats, l'église catholique n'a pas tardé à ramener sa fraise pour rappeler que la légalisation de l'avortement mettrait en péril les valeurs

traditionnelles (voir les brèves de combat du *Monde libertaire* n° 1457). Déjà, au cours de la campagne, les représentants de l'Église menaçaient d'excommunier celles et ceux qui oseraient voter oui. Un archevêque a même déclaré: « Le vote est secret, mais Dieu voit tout! » On croit assister à une campagne médiévale sur le sujet. Cependant, on peut avancer que les résultats du vote sont, tout de même, une bonne claque pour le CDS/PP (ultra droite) et pour le PSD (centre droit), formations qui s'étaient engagées pour le « non » à grand renfort de slogans démagogiques et obscurantistes. Et pan sur le bec des corbeaux!

Rien n'est jamais acquis aux femmes!

Au niveau européen, en Irlande, en Pologne et à Malte, les choses ne semblent pas évoluer favorablement. Bien sûr, d'aucuns prétendent que le passage l'intégration dans l'Europe pourrait faire aboutir l'harmonisation des législations européennes en matière d'avortement. Mais, c'est oublier que ces pays, profondément catholiques reçoivent l'appui, sans condition, des puissants lobbies intégristes, qui agissent presque impunément dans les couloirs de Strasbourg ou de Bruxelles (*le Monde libertaire* a plusieurs fois abordé ce sujet). En France, plusieurs partis d'extrême droite, Fhaine en tête, rêvent d'un référendum, dont l'objectif reconnu est de remettre en cause la loi Veil. No Pasaran! **P. S.**

---

1. Lors du précédent référendum de 1998, seulement 32 % des électeurs s'étaient déplacés dans les bureaux de vote, ainsi le résultat avait été invalidé. Pour cette année, une source portugaise indique qu'à peine 40 % des 8,4 millions de Portugais et Portugaises se sont déplacés pour se prononcer sur la dépénalisation (source web de l'*Humanité*). Pour sa part, *Libération* porte à 54,6 % le taux d'abstention.

2. D'autres sources indiquent une centaine d'IVG pratiquées dans les hôpitaux et une estimation fixe à moins de 20 000 les avortements clandestins (source nationale portugaise).

3. Depuis le précédent référendum de 1998 qui avait obtenu 50 % de non, 30 femmes ont été jugées et 15 emprisonnées, tandis que 10 autres ont perdu la vie après des IVG ratées, tandis que des dizaines d'autres se sont exposées aux pires mutilations.

Communiqués de la Fédération anarchiste italienne

Commission de correspondance de la Fédération anarchiste italienne

Communiqués de la Fédération anarchiste italienne du 16 février 2007

En suivant une pratique consolidée depuis quelques décennies en Italie, la classe dirigeante recourt à la menace du terrorisme pour tenter d'occulter les contradictions internes qui explosent à travers le pays et instaurer le contrôle autoritaire et répressif de la vie politique et sociale.

Toujours présent sur les bureaux des magistrats et des policiers et prêt à être utilisé dés que la nécessité se manifeste, le dossier relatif aux Brigades rouges est rouvert à point nommé parallèlement à de spectaculaires opérations de police : c'est un moyen efficace pour détourner l'attention de l'opinion publique italienne des véritables problèmes économiques et sociaux que le pouvoir est incapable d'affronter. Il nous semble remarquable en effet, que les récentes arrestations à Turin, Milan et à Padoue aient été exécutées seulement quelques jours avant la grande manifestation de Vicenza contre l'agrandissement de la base militaire américaine d'Ederle, ceci dans une claire intention de provocation et de criminalisation politique et médiatique de ce rassemblement.

Encore une fois, selon un scénario bien huilé, majorité et opposition ont lancé d'affligeants appels à la solidarité et l'unité nationale contre tout ce qui se développe en dehors du système institutionnel et étatique.

Dans cette convergence des partis pour la sauvegarde des institutions, ceux-ci condamnent et rejettent tout ce que l'État n'arrive pas à contrôler : les mobilisations populaires contre la dévastation des territoires, les luttes contre le projet de Train à grande vitesse (TAV), les luttes et les revendications des travailleurs, les manifestations pour la paix, les initiatives antimilitaristes et toutes les mouvements sociaux où s'expriment la radicalité et la spontanéité.

Nous assistons ces derniers jours à une véritable attaque contre les libertés, une énième opération visant à discréditer les mouvements sociaux de la part d'un gouvernement qui cherche à se maintenir par tous les moyens, même à travers le développement d'une nouvelle stratégie de tension.

Pour repousser chaque tentative étatique d'étouffer l'opposition sociale, nous défendons et développons les expériences d'auto-organisation et d'autogestion des luttes qui se multiplient un peu partout en Italie pour faire front aux attaques que nous subissons dans tous les aspects de nos vies.

Contre la nostalgie de ceux qui souhaitent le retour d'un pays esclave de ses peurs et de son passé, notre vision se tourne résolument vers le futur en soutenant activement, comme nous l'avons toujours fait, les luttes sociales que mènent des milliers d'hommes et de femmes pour la justice sociale, la liberté et tous les droits fondamentaux qui nous sont niés chaque jour.

A Vicenza comme ailleurs, il n'y a pas de gouvernements amis!

Les militants de la Fédération anarchiste italienne souhaitent exprimer leurs remerciements à la garnison militaire permanente de la base aérienne de Dal Molin près de Vicenza où a été organisé une grande manifestation contre l'agrandissement de la base américaine et nous adressons nos salutations militantes aux anarchistes de Vicenza, qui par leur générosité, leur hospitalité et leur engagement ont contribuésà la réussite de l'initiative. Deux cent mille personnes ont participé à cette manifestation populaire qui a constitué la meilleure des réponses à la misère de la classe politique italienne dans son ensemble qui a été littéralement écrasée par la grand preuve de maturité et de responsabilité politique des dizaines de milliers de manifestants de Vicenza.

Tous les politiciens qui voulaient discréditer et criminaliser les manifestants ont été désavoués et démasqués tout comme les provocateurs à la solde du gouvernement qui ont de manière invraisemblable élevé le climat de tension à la veille de la manifestation.

Le président du Conseil Romano Prodi, et ses ministres Rutelli et Amato ont la pilule amère, ils ne peuvent désormais que s'excuser. La majorité parlementaire est maintenant plongée dans l'embarras, confrontée au succès de la manifestation alors qu'elle persiste à déclarer que le gouvernement ne tombera pas pour une base militaire.

La mobilisation de Vicenza est née de la volonté populaire, de l'engagement des comités de quartiers qui ont appelé à exprimer un refus ferme de la construction d'une nouvelle base militaire en ville et pour revendiquer la prise en compte de l'avis des populations concernées.

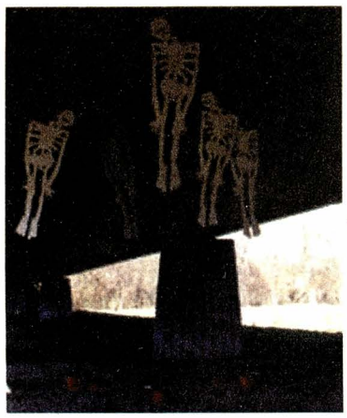
Au refus de la nouvelle base militaire américaine d'Ederle se sont greffées des oppositions plus générales à la politique guerrière du gouvernement et contre l'augmentation des dépenses militaires. Les représentants de la majorité et de l'opposition ont lamentablement échoué à s'approprier d'une part l'initiative et d'autre part à délégitimer et discréditer en minimisant la qualité politique des contenus exprimés dans la manifestation.

Des milliers d'anarchistes ont manifesté à Vicenza dans un grand cortège rouge et noir. Ils et elles ont participé activement à la mobilisation contre la base, en s'impliquant activement dans les luttes populaires en défendant l'auto-organisation, l'indépendance et l'autonomie du mouvement.

Il est nécessaire de considérer cette manifestation comme un point de départ d'une mobilisation qui doit devenir permanente tant que les objectifs définis par les habitants de Vincenza n'auront pas été satisfaits.

Commission de correspondance de la Fédération anarchiste italienne

Meurtres par prise de tête



Les Squelettes, 25 février 2004, Angoulême 16 *R aime A.* « Jusqu'au bout garder la tête haute, c'est ça "le travail". Pour sa part, "l'activité" est plus proche de la masturbation... » Art112

Le suicide d'un troisième technicien travaillant au Technocentre Renault de Guyancourt est significatif d'une pression de tous les instants que subissent un grand nombre de techniciens et cadres aujourd'hui.

Le profil est toujours le même: Raymond D., le technicien qui vient de se suicider, avait 38 ans, était un bourreau de travail et était en passe de devenir cadre. « Très engagé dans son travail, il avait un besoin de reconnaissance », dit un de ses collègues. Il rentrait du Technocentre après 22 heures et avait l'impression d'être dépassé par la charge de travail.

Son suicide est survenu trois semaines après la marche silencieuse des salariés de Guyancourt, en hommage à deux de leurs collègues qui s'étaient donné la mort en octobre et janvier dernier. L'un en se jetant par la fenêtre de son bureau, au cinquième étage, et l'autre en se noyant dans l'étang du site. Un précédent suicide avait eu lieu fin 2004 et un autre salarié avait tenté de se suicider et reste handicapé aujourd'hui.

Sur ce site de recherche où travaillent 5 000 salariés, s'élaborent les futurs modèles du constructeur pour le plan « Renault Contrat 2009 ». 26 Modèles, dont 13 nouveautés, doivent être lancés sur le marché d'ici à deux ans. Pour mettre un peu plus de pression, Ghosn (PDG de Renault) a dit en présentant ce plan, que « si les objectifs n'étaient pas atteints, c'est l'avenir de Renault qui s'annoncerait mal, donc l'emploi».

Si, aux dires de la direction, le Technocentre avait été créé pour que les gens travaillent en harmonie, cela n'a pas été longtemps le cas. Cette ruche s'est vite transformée en vase clos, isolé, ultra sécurisé avec des caméras partout. Un système de management et de cotation stressant et individualisant les performances s'est mis en place. Et, cerise sur le gâteau, dans le but, à terme, de gagner 2 000 postes, Renault a créé le NET (Nouveaux environnements de travail) qui met en place le télétravail et les bureaux partagés: plusieurs salariés occupant à tour de rôle un même bureau sur lequel ils branchent leur ordinateur portable. « Il a fallu aller de plus en plus vite: le temps de réalisation des études a été raccourci, et les objectifs revus à la hausse pour chacun d'entre nous », dénonce un militant CGT.

Le cas de Guyancourt est sans doute le cas extrême de ce que vivent et subissent la majeure partie des techniciens et cadres aujourd'hui.

Je n'irai pas jusqu'à dire qu'ils sont plus exploités que les salariés qui se trouvent en bas de l'échelle, simplement, ils en ont peut-être moins conscience. Pour la plupart et dans une sorte de servitude volontaire, ils sont prêts à accepter et à subir travail, stress et vexation que n'accepteraient jamais des prolos de base, parce qu'ils n'aspirent qu'à monter dans la hiérarchie et à devenir patron, ou tout comme, à leur tour.

Formés dans des écoles prévues pour ça, c'est à dire pour dire amen à tout ce que dit le patron, ils ne servent souvent que de caisse de résonance pour faire passer son message, sans remise en cause. Ils sont également mis en concurrence, mutés autoritairement, soumis à des objectifs tellement hauts qu'ils sont obligés de faire des heures supplémentaires en pagaille (sous peine de passer pour responsable de la non vente, de la casse de matériel, ou même de suppression d'emplois).

Vivants dans un climat anxiogène, frustrés de ne pas avoir la vie familiale (voire sentimentale) sur laquelle ils fantasment, ils s'occupent rarement de la vie hors de l'entreprise et consomment des antidépresseurs ou des loisirs chers et des voyages lointains, juste histoire de se faire croire que leur vie vaut la peine d'être vécue. Jusqu'au jour où...

Jean-Pierre Levaray

Les LIP

l'imagination au pouvoir

Cinéma, le 21 mars
Un film pour passer le relais aux jeunes
***Les LIP, l'imagination au pouvoir,* de Christian Rouaud**

Christian Rouaud

Daniel

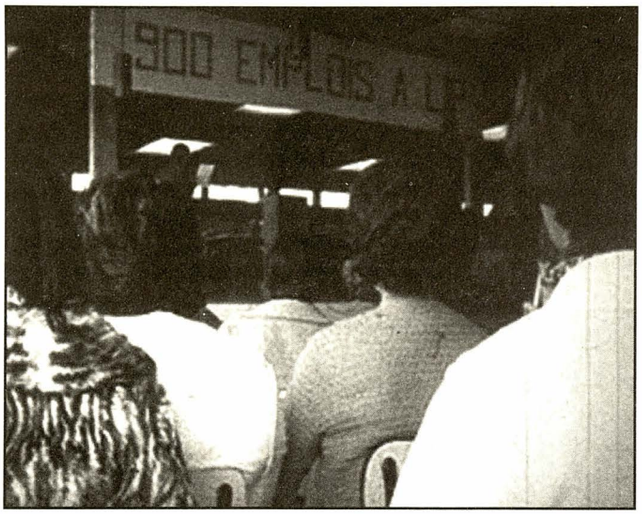
Entretien réalisé téléphoniquement par Daniel, groupe de Nîmes, le mercredi 24 janvier 2007.

Voilà un film documentaire qui aborde un épisode passablement oublié: ce que l'on a appelé l'Affaire LIP.

Le 17 avril 1973, cette entreprise horlogère de Besançon qui emploie des centaines de salariés dépose le bilan. Ce coup de tonnerre sera le début d'une véritable épopée qui marquera durablement les consciences, le syndicalisme français alors en recomposition (la CFDT autogestionnaire émerge) et les pratiques sociales et militantes. Pendant de longs mois, « les LIP » vont pratiquer la baisse des cadences, les manifestations, occuper l'usine, séquestrer des cadres, voler et cacher 500 000 montres en guise de trésor de guerre, subir les CRS... Dans le même temps, ils vont organiser collectivement la lutte, l'occupation, et vont populariser le slogan: « On fabrique, on vend, on se paie. »

Le film, qui dure près de deux heures (on en redemande!), relate ce conflit social d'une ampleur inégalée à ce jour. À travers une série d'entretiens, alternant avec des images d'archives, et dans un ordre chronologique, Christian Rouaud nous fait rencontrer l'histoire ouvrière. Cette histoire, racontée ici par ceux et celles qui l'ont vécue, est faite de prêtres ouvriers, de cadres, de PDG et surtout d'ouvriers – hommes et femmes – que rien ne destinait à devenir un jour des meneurs de grévistes. C'est un mérite certain du réalisateur: il aime ces personnes qui ont fait le conflit LIP. Et ça se voit! À les avoir mis en confiance, il tire d'eux le naturel qui leur permet de se laisser aller à raconter la grande et la petite histoire. Il y a des yeux qui se baissent lorsque les compagnes disent leur solitude d'alors, un plan furtif qui dit la solitude dans une cuisine, un bras d'honneur qui vaut son pesant d'or... Les plans sont fixes, les séquences courtes, le rythme des images est calme, jamais trop long. Sur un plan filmique, ce documentaire est une réussite car il valorise les protagonistes de LIP et nous donne le temps d'apprécier le déroulement du récit.

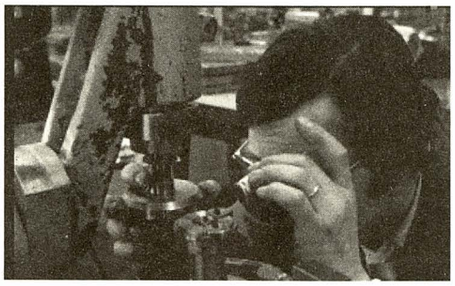
Une autre dimension est à mettre en évidence, aussi au crédit du réalisateur. Son film serait un passage de relais pour les générations qui cherchent. Que l'histoire de ces ouvriers et ouvrières soit mise à disposition du plus grand nombre à travers un film en dit déjà assez long sur une conception sympathique d'un cinéma populaire (dans le bon sens du terme); mais que cette déclinaison soit une intention pour développer notre imaginaire et vivifier les esprits d'aujourd'hui pour leur donner à voir et à comprendre la pratique de la fraternité, de la démocratie directe, du contrôle des délégués, l'importance d'instances contrôlées par les usagers eux-mêmes, l'inventivité des outils et méthodes de revendications... ne peut que nous séduire! Christian Rouaud s'essaye à merveille à raconter du réel en stimulant notre imaginaire social et politique, tout en nous restituant un peu de notre histoire à tous et à toutes. Quinquagénaires actifs ou jeunes gens en recherche de sens, ce film devrait vous doper! **D.**



L'entretien

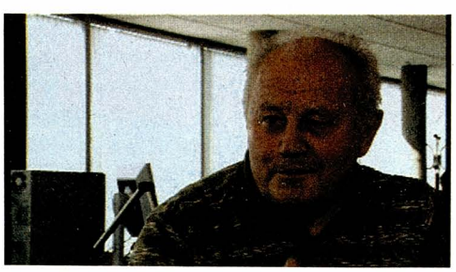
Daniel. – Combien de temps a duré le tournage du film ?

Christian Rouaud. – Le tournage lui-même, environ trois à quatre semaines. Mais j'ai mené une très longue enquête auparavant, j'ai rencontré chaque personnage, avec qui j'ai eu des entretiens prolongés. J'avais 500 pages d'interviews. À partir de là, j'ai écrit un scénario pour obtenir le financement du film, en particulier l'avance sur recette. J'ai dû imaginer quelle place chaque personnage allait prendre dans le récit, mais j'avais une idée assez précise de ce qu'ils allaient dire. Ce travail de rencontre, de mise en confiance n'a pas été toujours facile. Car Lip a été une histoire lourde, notamment lors du deuxième conflit, et personne n'en est sorti indemne.



D. – Pourquoi avoir choisi ce sujet ?

C. R. – J'avais déjà réalisé en 2002 un film sur Bernard Lambert, le leader du syndicat des Paysans travailleurs, l'ancêtre de la Confédération paysanne. Au cours des projections en salles de ce film, j'ai été surpris des réactions des jeunes qui découvraient les militants témoins de la vie de Lambert. Ils disaient en sortant que ça leur donnait envie de bouger, de se battre à leur tour. C'était comme un passage de relais. J'avais aussi envie de travailler sur les années 1970. J'en ai un peu assez de la façon dont on présente Mai 1968, comme un monôme étudiant, mené par des fils de bourgeois désœuvrés et qui, après s'être un peu amusés, sont rentrés chez eux pour faire la révolution en chambre. Pour moi, 68 ça a été dix ans de réflexion, de luttes et de travail avec des gens qui pensaient que des choses devenaient possibles après le mouvement de Mai. Des portes s'étaient ouvertes et il fallait continuer à lutter. Mon envie de raconter Lip vient de là. Car s'il y a une lutte emblématique de l'après 68, c'est bien Lip. J'ai aussi des raisons personnelles, bien entendu. À l'époque, j'étais membre du PSU (Parti socialiste unifié, aujourd'hui disparu), qui avait fait de la lutte des Lip son étendard. Nous étions très impliqués dans le soutien aux Lip. J'avais le souvenir de Piaget, de Vittot et des autres, que je n'avais jamais rencontrés, mais qui étaient pour moi des références. Faire un film sur Lip, c'était les retrouver, leur parler, les écouter, faire enfin leur connaissance. Le documentaire a cette faculté incroyable de nous permettre d'approcher des gens à qui on n'oserait même pas écrire. Le film est un récit, mais c'est aussi une suite de portraits, car en racontant la lutte à sa façon, chacun parle de lui, à son insu. Plus le film avance, plus les Lip nous deviennent familiers. Je serai très heureux si je parviens à les faire découvrir, et aimer, à la génération de mes enfants.



D. – Pourquoi ne pas avoir traité le volet des changements que les événements de LIP ont produit sur les vies de ces différentes personnes ?

C. R. – J'avais l'idée de traiter cela, j'ai tourné des images de leur vie d'aujourd'hui, mais la durée du film ne m'a pas permis de les utiliser. C'est un regret que je comprends. Moi-même, j'en ai d'autres. J'aurais voulu expliquer par quel processus leur prise de conscience s'est produite, comment les luttes qui ont précédé 1973 les ont préparés, notamment la façon dont ils ont mené l'occupation de l'usine en 1968. Mais un film ne peut pas tout dire, il a une logique dramatique qui condamne un trop plein d'informations. Il faudra se reporter aux bouquins pour en savoir plus, ou venir aux débats qui seront organisés autour des projections.

D. – Quel regard posez-vous sur les entreprises récupérées d'Argentine, qui font écho à LIP en 1973 ?

C. R. – La grande différence, c'est que les ouvriers de LIP n'avaient pas du tout pour objectif de reprendre l'entreprise eux-mêmes. C'est un des grands malentendus autour de Lip, le mot « autogestion » trotte dans la tête de beaucoup de gens à propos de ce conflit. En réalité, ils ont autogéré la lutte, ils ont installé une sorte de société idéale à l'intérieur de l'usine occupée, une démocratie directe fondée sur des commissions autonomes contrôlées en permanence par l'assemblée générale des travailleurs. S'ils ont pris le stock de montres et remis les chaînes d'horlogerie en marche, c'est pour survivre dans la lutte, en attendant qu'une solution soit trouvée. Il y a des gens autour d'eux, notamment au PSU, qui les poussaient à se mettre en scoop pour capitaliser cette expérience, mais ils n'étaient pas du tout dans cette optique-là. Leur objectif était d'arriver à une solution industrielle qui permette de faire redémarrer l'usine, sans démantèlement, sans licenciement. Pour cela, il leur fallait un patron capable de montrer que Lip était viable et de se lancer dans l'aventure.

Et ils ont gagné, c'est ce que raconte le film. Ensuite, quand l'entreprise a de nouveau déposé le bilan, ils ont repris le stock de montres et se sont remis à vendre des montres. Ce n'est que lorsqu'il a été évident pour tout le monde qu'il n'y aurait pas de repreneur, qu'ils se sont résolus à créer des coopératives, mais ils l'ont fait à leur corps défendant. Ils ont mis en place six coopératives, appuyées sur leur savoir-faire industriel ou sur des activités nées de la lutte, comme le restaurant ou l'imprimerie. Le problème, c'est que les gens qui ont accepté d'y prendre des responsabilités étaient les leaders de la lutte de 1973. Et ils se sont retrouvés assez vite en opposition frontale avec des salariés qui étaient leurs camarades, sur des questions de salaire, de hiérarchie ou d'organisation de la production. Grèves, occupations, séquestrations, les Lip se sont affrontés. Il faut comprendre qu'il était très difficile pour eux de passer si rapidement d'une culture d'opposition, qui soude la communauté, à une culture de gestion d'entreprises qui n'étaient pas forcément viables économiquement, et où ils se sont déchirés. Ce fut très douloureux, d'autant plus que les Lip n'ont pas tous été repris dans les coopératives, ce qui a provoqué des rancœurs et des fâcheries qui durent encore.

C'est pourquoi la comparaison avec les exemples argentins ne me paraît pas pertinente. Là-bas, les travailleurs décident, devant une situation de carence, une action positive d'occupation et de reprise de l'usine à leur compte. Ils sont dans une logique de combat, d'avancée. Les Lip, à ce moment-là, étaient dans une position totalement défensive, et ils ne maîtrisaient pas tous les éléments de la situation, comme ils avaient pu le faire lors du premier conflit. Et puis, en Argentine, il y a maintenant un effet de contagion. Chaque nouvelle coopérative renforce le mouvement et légitime le combat des autres.

D. – Ce que certains qualifient d'échec pour LIP représente-t-il l'échec de l'autogestion ?

C. R. – J'ai toujours pensé que l'autogestion ne prenait véritablement son sens qu'en système socialiste. Je me souviens du slogan du PSU à l'époque : « Du contrôle ouvrier vers l'autogestion. » L'idée, c'était de contrôler aujourd'hui pour décider demain. Les luttes, les grèves, préparaient les gens à prendre le pouvoir dans l'entreprise, mais des îlots autogestionnaires en système capitaliste semblaient voués à l'échec, ou cantonnés à des micro-économies. L'histoire du mouvement coopératif est assez éloquente à ce sujet. Les coopératives agricoles par exemple, qui sont nées sous des auspices égalitaires et partageuses sont devenues des multinationales de l'agroalimentaire qui mettent en coupe réglée des régions entières, et détruisent l'environnement par un productivisme effréné, comme en Bretagne par exemple, où l'élevage intensif a des conséquences dramatiques sur la qualité de l'eau. Cela dit, l'exemple argentin est très intéressant, car il nous dira si la multiplication des usines autogérées permet d'atteindre un seuil critique qui les rend viables économiquement dans un environnement hostile et fondé sur la seule loi du marché. En tout cas, s'il y a pour moi un message de Lip, il est dans la façon dont ils ont mené le conflit. L'ouverture d'esprit dont ils ont fait preuve par rapport au Comité d'action, structure non-syndicale qui a été l'aiguillon de la lutte, la dialectique entre les apports extérieurs et leur propre réflexion, entre le dedans et le dehors... Ce sont des choses qui peuvent servir encore aujourd'hui, au quotidien, et pas seulement dans les conflits sociaux. Une leçon de vie, en quelque sorte. Ils ont mis en place un rapport au groupe appuyé sur une véritable éthique du combat, construit une vie collective qui laisse l'autonomie à chacun et permet de recevoir autant que de donner. J'appellerais bien çà l'autogestion, pourquoi pas ?

D. – Comment interprétez-vous cet afflux de documentaires français qui sortent en mars et avril 2007, et dont le thème est lié à une critique du travail ?

C. R. – Vous citez Jean Michel Carré, *J'ai très mal au travail*, et Pierre Carles, *Volem rien foutre al país*, ce sont des réalisateurs qui travaillent depuis longtemps sur ces questions, avec d'autres, comme Jean-Pierre Thorn ou Éric Pittard. Mais ce sont malheureusement des marginaux par rapport au cinéma dominant. Je trouve très sain qu'on recommence à se poser cette question : travailler, certes, mais à quel prix, dans quelles conditions et pour produire quoi ? Cette question du travail a été longtemps occultée par l'angoisse du chômage, dont le patronat joue à plaisir pour empêcher les gens d'ouvrir les yeux sur leur condition de salariés. Il est probable que ce questionnement nouveau est lié à la multiplication des emplois précaires et mal payés et au fait qu'il ne suffit plus de travailler pour échapper à la pauvreté ou à la dérive sociale.

D. – Le contexte de l'élection présidentielle est-il un contexte favorable pour les idées que votre film soulève ?

C. R. – Oui, bien sûr. Il y a dans le film l'idée sous-jacente qu'à un moment ou à un autre il faut bien que les gens prennent les choses en main. Même si le film n'apporte pas de réponse directe aux questions qui seront posées pendant cette campagne, sur la démocratie, ou le type de société qu'on souhaite pour nos enfants, je suis persuadé, et c'est aussi pour cela que j'ai fait ce film, que l'on a beaucoup à apprendre de ce conflit, de ces gens, de la façon dont ils parlent, du visage qu'ils nous montrent aujourd'hui : ils sont comme ça parce que la lutte les a façonnés ainsi, et même dans une campagne électorale, ça fait sens.

Je chasse mon premier emploi

j'espère qu'il court vite !

Manifeste des chômeurs heureux, le Chien rouge, 95 p., 8 euros.

Merveilles de la technologie : une amie chômeuse répond par texto à ma proposition de bavardage digital qu'elle est épuisée, parce que le jour même elle a passé on ne sait trop quel stupide examen pour un travail tout aussi idiot. Je lui texte que moi, je suis en train de lire le réjouissant *Manifeste des chômeurs heureux*. Et elle me répond par la phrase qui sert de titre ! Merci, Eva.

Il est publié à l'enseigne du Chien rouge (celui de l'agréable revue *CQFD*, pas celui qui identifie Joseph Staline), BP 70054, 13192 Marseille Cedex 20. Le manifeste des chômeurs heureux nous vient semble-t-il d'Allemagne. Même s'il commence en Andalousie et se tient au courant des perles de sagesses de la patronne du MEDEF français : « La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? »

Ce qui le singularise n'est pas l'éloge, brillamment et drôlement mené, de la paresse. Cet éloge a déjà été fait. Non, c'est le contexte dans lequel cet éloge est présenté. Car d'un bout à l'autre des médias, la même ineptie se répète. Nul ne rappelle que perdre son emploi c'est perdre de l'argent, du fric, du flouze, cette saleté indispensable dans notre société malade. Toutes les têtes parlantes ou toutes les mains écrivantes déplorent en revanche le malheur d'« être exclu ». Les Chômeurs heureux citent alors avec autant de pertinence que d'impertinence cette phrase d'une personne franche, à un colloque de l'Unesco : « Le premier pas de l'intégration sociale consiste à se faire exploiter. »

Les têtes et les mains médiatiques déplorent ensuite le drame du temps vide : pardon ? Jouir enfin de ce luxe inouï, refusé même aux chefs, patrons, cadres, encadreurs et encadrés, décider seul de son emploi du temps, serait un malheur ? Comme le dit, sourire amer en coin, le *Manifeste*, « c'est bien parce que nous sommes actifs que nous n'avons pas le temps de travailler».

Avec bon sens, les Chômeurs heureux reviennent sur une évidence ; les taux de chômage – l'officiel, ou, mieux encore, le réel –, ainsi que l'inutilité de la majeure partie de ce qui est produit, prouvent que la survie matérielle des habitants de la planète pourrait depuis longtemps être assurée, avec quelques heures de travail par jour simplement par personne capable et volontaire. Le chômage devrait être le début de la libération de l'humanité. Avec humour, le *Manifeste* ajoute que puisque la Bourse salue chaque fournée de licenciements par une remontée des actions des licencieurs, le capitalisme devrait payer les chômeurs pour ne pas travailler, étant donné que cela fait monter les profits. Et alors « dans un même mouvement de générosité, nous laisserions le travail à ceux qui nous en vantent les mérites sans avoir l'air d'y toucher».

L'origine du manifeste est à trouver dans les contrôles vexatoires, de plus en plus nombreux d'un bout à l'autre de l'Europe, destinés à radier les chômeurs des listes, afin de diminuer le chômage sans augmenter l'emploi. Actuellement, en France, les chômeurs seront désormais convoqués tous les mois, avec radiation à la clé dès la première absence.

Rendons la parole aux Chômeurs heureux :

« Comme nul groupe n'avait jamais été fondé, il n'est pas besoin de le dissoudre et il arrivera encore que, l'occasion faisant le larron, les Chômeurs heureux renaissent de leurs cendres. C'est la cas par exemple au moment où l'Agence pour l'emploi se met à exiger de ses « clients » (c'est ainsi qu'elle parle, maintenant) des preuves fréquentes de « recherche active d'emploi ». Ce rituel agace même les entreprises, qui doivent parfois employer quelqu'un à plein temps à rédiger les réponses négatives que des *queues* de « demandeurs d'emploi » viennent solliciter ! Pour simplifier le processus, les services techniques des Chômeurs heureux mettent en circulation un logiciel nommé « générateur de réponses négatives ». [...] Cette innovation, nous la rendons publique, bien sûr, occasion supplémentaire de mettre à jour la fiction qui est au cœur du système, ceci en en prenant le discours au mot : du point de vue de l'efficacité, de l'accélération des procédures et de la réduction des coûts, notre « générateur de réponses négatives » apporte une contribution notable à la rationalisation du marché du travail. Rappelons au passage qu'en psychanalyse, une rationalisation, c'est la justification d'une action dont les buts réels sont inavouables.

Le mot de la fin : « Le Chômeur heureux est la représentation d'un idéal, permettant de poser la question des obstacles qui viennent en entraver la réalisation. Il n'oppose pas le *bonheur* de ceux qui savent se tirer d'affaire au malheur des autres, mais cherche à pointer les raisons de ce malheur. »

Nestor Potkine

dont le statut est aussi intermittent que ses éclairs de lucidité.

Voltaire : « Écrasez l'Infâme »

« Une nymphe amie d'enfance » Duchamp

Roger Dadoun

l'écraseur d'infâme

Le fanatisme religieux, et les complicités et soutiens conscients ou inconscients dont il dispose chez les croyants qui se disent « modérés » (une croyance religieuse peut-elle être modérée ?) se croit tout permis – il se croit, comme on dit, il a une croyance en soi qui se veut sans rivale, sans limite et sans frein. En ce février 2007 (a-t-on déjà oublié les émeutes du 6 février 1934), des organisations religieuses islamiques font un procès en mauvais à *Charlie Hebdo* en raison de la publication par le journal satanique, pardon, satirique, de trois dessins danois représentant un Mahomet fictif (puisqu'il n'y a pas de portrait du « Prophète », pas plus que de Moïse ou de Jésus)- dessins dont le principe commun, poussé précisément jusqu'à la satire et la caricature (« ils » ont des yeux, et font semblant de ne pas voir), est de dénoncer le terrorisme massacreur et assassin. Un retour sur les assauts lancés dans le passé par Voltaire, non seulement contre le fanatisme mais contre la religion elle-même, montre à quel point les temps actuels, un peu partout dans le monde, s'inscrivent sous le signe de l'obscurantisme, de la régression et de la terreur – ce pourquoi nous tentons ici, à l'aide d'un exemple personnel, de mettre en lumière (et en Lumières) le rôle crucial joué par une éducation laïque hardie et sans concession. Voltaire (« Écrasez l'Infâme ») et Duchamp (*Une nymphe amie d'enfance*, faisant couleur en nos veines une lymphe amie, nous sont d'un « bon secours » – ils ont, plus que jamais, leur mot à dire — c'est le cas et le moment de le redire.)

Si claire, si nette, si tranchée, si voltairienne, si voltairorisante est l'attitude de Voltaire à l'endroit du religieux que nous la voyons toujours pointée, tel un bazooka, sur tous les murs de Berlin, murailles de Chine, Alcatraz, barbelés et miradors élevés en dur ou en décor par l'effarante déferlante de doctrines et croyances religieuses qui se déchaînent en rassemblements de masse exhibant et révérant des têtes dites charismatiques, effets de foule hurlant à la mort et à dieu, défilés kalachnikov pavlovisés, et mondialités diplomatiques, terroristes, médiatiques ou bancaires.

Toujours aussi retentissante retentit à nos oreilles la formule-slogan lancée par le « patriarche » de Ferney (piquée, dit-on, à Frédéric II) pour clouer au pilori les fanatismes meurtriers, les emprises cléricales, les « Eiapopeia von Himmel », « le dodo l'enfant do venu du ciel, / Avec lequel, quand il pleurniche, / On endort le peuple, ce gros lourdaud » (Heine, cité par Freud) : « Écrasez l'Infâme. »

Et la lumière fut – en classe de seconde

Il remonte loin, le retentissement. En classe de seconde, on entrait éblouis dans la littérature pensante, et les auteurs qui nous sommaient de vraiment penser – un penser pointé sur le religieux – suscitaient des discussions pointues, que provoquait et dont se réjouissait un professeur libertaire qui avait fait de l'ironie et du cynisme une méthode pédagogique. Le « scepticisme de Montaigne », formule consacrée, et certains propos en uppercut de Pascal (« qui veut faire l'ange fait la bête », « abêtissez-vous » — imaginer cette irruption de la « bête » en travesti religieux dans des têtes adolescentes !) avait largement dégagé la voie pour une incroyance qui se cherchait (Sacré Pascal, maître en superchercherie : « Tu ne me chercherais pas si tu ne m'avais trouvé. »)

Et voici qu'un jour, à propos d'une leçon sur Voltaire ou au cours d'une explication de texte, tombe du haut de l'estrade la chose énorme : « Écrasez l'Infâme ». Scène lycéenne : le maître s'arrête pile, dévisage la classe du haut de sa petite taille, et lâche les deux mots flèches, faisant craquer le « cra » avec son râle, entassant sur l'abyssal « â » grave de « fâme » une pile d'accents circonflexes. La citation fait bombe, tombe dans un insolite silence. Pascal encore : « Le silence éternel des espaces infinis m'effraie » — oui mais ici, c'est l'Éternel qui est réduit au silence, c'est les colonnes du Temple qui s'écroulent, murs de Jéricho avérant la forteresse vide du royaume de dieu.

Plus que l'âpre « écraser », c'est « Infâme » qui empoigne et s'empare de l'âme. Merveille rare de cette surréalité : nous

le rencontrerons beaucoup plus tard, « hasard en conserve », cet « infâme » — là, logé dans un aphorisme de Marcel Duchamp (Rrose Sélavy : poils et coups de pieds en tous genres) : *Une nymphe amie d'enfance*. Nymphe amie, N/ymphamie : à la fois porteuse et casseuse d'In/famie (négation N). Remonte ainsi, d'une lointaine enfance scolaire, l'image d'une Nymphe (païenne), d'une Grâce (irréligieuse) venue balayer, ménagère diligente, le religieux devant notre porte. Voici qu'aux côtés du patriarcal philosophe (Voltaire en quatrième patriarche, après Abraham, Isaac et Jacob – ami lecteur, si tu t'imagines un quelque chose nommé « humour juif », dont un Voltaire plutôt antijudaïque pourrait néanmoins se réjouir, il est là !) prend place un Duchamp sec, aux traits ascétiques, qui se rapproche encore plus d'un faciès voltairien décharné avec ce stupéfiant bas-relief qu'il intitule With My Tongue in My Cheek (1957) : sur son autoportrait de profil, exsangue, l'artiste colle un fragment de plâtre extrait d'un moulage de sa propre joue (Cheek) qu'enfle la langue (Tongue) – « humour anglais » assez macabre (un moulage, c'est « imagination morte imaginer », dirait Beckett) qu'aurait apprécié le luciférien et anglophile philosophe octogénaire. On demande à Duchamp s'il croit en Dieu — la réplique claque sec : « Non, pas du tout. Ne dites pas cela. [...] C'est une imbécillité folle d'avoir créé l'idée de Dieu. » Duchamp, en Voltaire ready-made rectifié (le Dieu horloger de Voltaire mis à nu par les vierges vites de l'horlogerie ironique et grinçante de Duchamp) pour le XXIe siècle.

« Écr. l'Inf. »

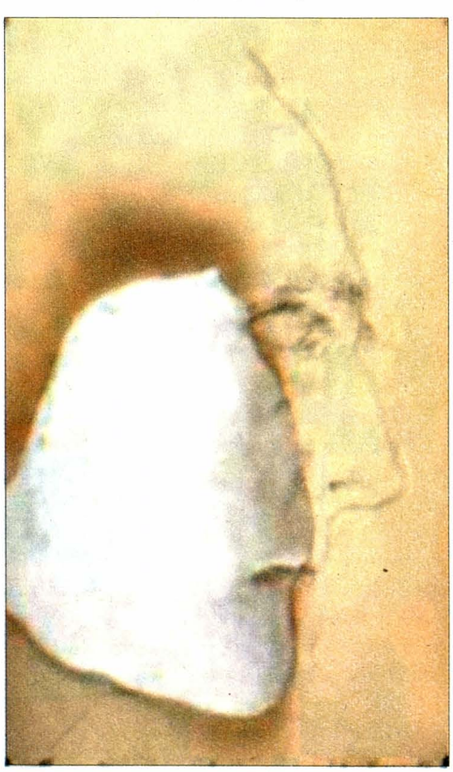
Voltaire et Duchamp, même combat pour les Lumières. La Philosophie (Aufklärung) de ce prodigieux XVIIIe siècle (imaginer : Bayle, Fontenelle, Montesquieu, Rousseau, Diderot, D'Alembert, Condorcet, D'Holbach, Meslier, Sade, et tant d'autres) est toujours la cible honnie de tous ceux qui font allégeance ou adhérence à quelque forme de pouvoir que ce soit : religieux, politique, universitaire, culturel, médiatique, avec au sommet le croc à phynance du surmaléfique Jarry. À l'égard de tous ces pouvoirs-là, oui, on les connaît bien, les roueries et faiblesses de l'Arouet (François Marie) qui fut roué de coups par un aristo – mais elles firent sa force : il sympathise avec les despotes (ça lui vaut protection), il abuse de la culture (sa renommée le protège, même jusqu'à De Gaulle), il mobilise l'opinion (elle lui sert de parade), il baigne dans la finance (le fric enchaîne et libère – et l'autarcie se calcule), il ruse avec les curés (Seigneur, tu es mon bouclier), etc. Tout cela brosse le portrait du plus moderne médiatique écrivain établi – Ets Voltaire and co — mais cela lui permet, l'autorise en tant qu'auteur à jeter à la face d'une Europe boursouflée de religieux, d'une France paroissiale et d'une Suisse bigote ce formidable défi : « Écraser l'Infâme ». Et comme ce n'est pas assez percutant, que ça ne cogne pas assez, il abrège et affûte — et gicle ainsi sa fulminante jaculation : « Ecr. L'Inf. ».

(Quelque deux siècles plus tard, pour désigner la « peste émotionnelle » et la « structure caractérielle fasciste », Wilhelm Reich, penseur libertaire, fondateur de la psychanalyse politique, forge le mot « Modju » avec « Mo » pour Mocenigo, le riche Vénitien envieux qui dénonça Giordano Bruno à l'Église, laquelle l'envoya au bûcher, et « Dju », pour Djugashvili, dit Staline, le tueur de masse, l'infamie incarnée, longtemps révéré par toute une engeance d'intellectuels).

Aujourd'hui, l'infamie prospère, portée alimentée mondialisée par l'omnipotence des médias avérant leur connivence profonde avec le religieux : même engorgement de l'imaginaire, même dégorgement des émotions, mêmes gorgées goulues de mystifications. L'« Écraser l'Infâme » illuministe, en son temps témérité incroyable et imparable lucidité d'un homme seul se dressant contre les Églises et les Autorités, tombe désormais dru sur une actualité littéralement brûlante dominée par les fanatismes, inquisitions, obscurantismes et terrorismes religieux, gorgés de politique et de finance.

Cri de guerre laïque, les deux syllabes « Ecr. l'Inf. » du philosophe justicier peuvent s'entendre, du fait qu'elles abrègent et tempèrent et affinent, comme constituant une limite rationnelle à la fois au féroce et meurtrier horizon de l'« écraser » et à la basse injure du mot « infâme ». Faut-il encore hésiter à le recueillir, cet incontournable et vital mot d'ordre et mot de passe, sur la lèvre sardonique amère du Grand Blasphémateur ? **R.D.**

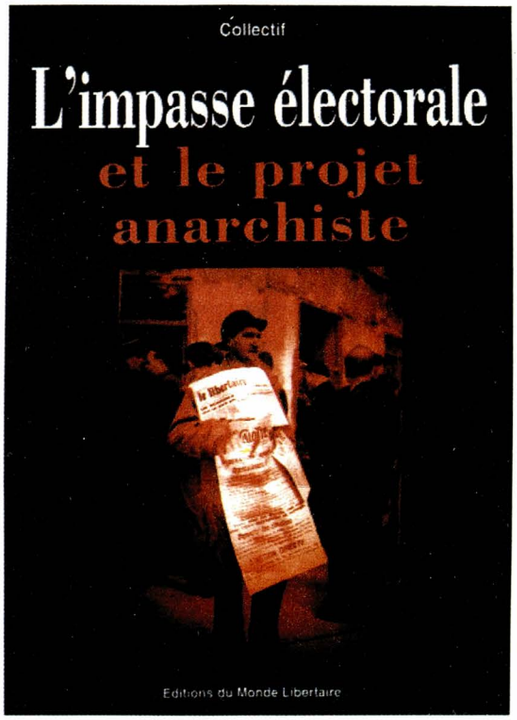
Marcel Duchamp, *With My Tongue in My Cheek* (1957)



P. S. Voltaire retrouve un nouveau printemps, riche de fleurs, de Rroses et d'épines, dans la fiction savamment élaborée de Jacques-Pierre Amette, *Un été chez Voltaire* (Albin Michel, 176 p., 15). Marcel Duchamp est l'objet et le sujet d'un coup double, sous forme de deux biographies : Bernard Marcadé, *Marcel Duchamp* (Flammarion, 594 p., dont une centaine de pages de notes, 27 .) et Judith Housez, *Marcel Duchamp* (Grasset, 529 p., 21,90 €.). Il est fâcheux que cette dernière biographie se termine sur une erreur d'épitaphe : Duchamp n'a pas écrit : « D'ailleurs, ce sont toujours les autres qui meurent », mais bien, comme le reprend pour titre le dernier chapitre de Marcadé : « D'ailleurs, c'est toujours les autres qui meurent. » Je suis allé moi-même au cimetière de Rouen vérifier l'épitaphe, que je cite et commente dans mes deux ouvrages : *Duchamp, ce Mécano qui Met à Nu* — initiales en capitales, Monsieur M. ! (Hachette, 1996, 2005, 142 p., 10 €.), et *Marcel Duchamp/Enzo Nasso* (édition illustrée, trilingue français-italien-anglais, Spirali, Milan, 2001, 181 p., 51,50 €., en vente uniquement à la librairie Publico). Cf. aussi, in *le Monde libertaire*, n° 1302, 9 janv.2003, *Marcel Duchamp, le grand An-art*.

Le vote ?

Escroquerie à l'espérance !



Il est loin d'être évident en ces temps d'obscurantisme électoral et d'hystérie messianique de rester un esprit fort, puisqu'y compris d'éminents[1] philosophes en appellent aux thaumaturges moustachus des urnes. Plus fortes que le roquefort, les convictions anarchistes constituent la meilleure garantie de liberté : blasphémer contre la scrutinophilie relève de l'hygiène mentale la plus élémentaire ! Aussi est-ce un réflexe éminemment salutaire qu'ont eu les compagnons des Éditions du *Monde libertaire* qui publient l'ouvrage collectif[2] *L'impasse électorale et le projet anarchiste*.

En une quarantaine de pages denses, documentées et d'une force militante rare, se trouvent rassemblés des articles parus dans le *Monde libertaire* entre 2002 et 2004, un roboratif brûlot signé Octave Mirbeau, quelques tracts rappelant le nécessaire lien entre luttes sociales et l'abstention salvatrice, une synthèse des récentes prises de position publiques de la Fédération anarchiste, et surtout d'éclairantes contributions inédites. Le lecteur, en retrouvant les étapes récentes - et moins récentes - du processus électoral établit ainsi clairement le lien avec toutes les régressions sociales qu'a subies la classe ouvrière. Dans *Quand la gauche essayait*, Isaac Pierre rappelle que la gauche a de tout temps défendu les intérêts des classes dirigeantes de l'État et du patronat bien qu'elle prétende plaider pour les classes populaires. Samuel, dans *Le non sauvera-t-il la classe ouvrière ?*, expose sept mois avant le référendum du 29 mai 2005 sa certitude que le résultat des urnes, quel qu'il soit, ne sera en aucun cas un rempart contre le MEDEF ; les faits sont loin de lui donner tort… En outre, pour tracer des perspectives politiques, il est nécessaire de revenir sur le passé récent. La formidable escroquerie du vote Chirac lors de la présidentielle de 2002 reposait essentiellement sur la peste émotionnelle. En 2007, les professionnels de la RealPolitik, éternels rabatteurs de la gauche plurielle et du maintien de l'ordre établi, aimeraient nous voir nous « exprimer » dans l'honteux secret de l'isoloir, toujours dans l'objectif d'éviter le pire, nous disent-ils… Mais le pire n'est-il pas de réduire la pensée politique et donc la gestion collective de la société à un acte individuel et délégataire ?

Pour en revenir à ce salvateur ouvrage : la première partie fait un point utile sur l'originalité de la pensée politique anarchiste en revenant sur les notions de fédéralisme, de démocratie directe et d'autogestion. Mais l'apport théorique majeur de la brochure est à porter au crédit de Jean-Pierre Tertrais (*Décroissance et élections*), qui, par son texte inédit sur un thème novateur apporte un éclairage singulier sur le soudain engouement des politiciens pour la question environnementale (cf. le « pacte écologique » de M. Hulot Nicolas) : la démocratie représentative est une aporie politique entretenue par des cyniques qui n'ont d'autre but que d'assurer la fuite en avant d'un système qui se nourrit de croissance et de concentration des richesses, et par des naïfs qui prônent une décroissance « soutenable » assise sur la simplicité volontaire. Soutenable pour qui ? demande avec une implacable rigueur notre compagnon J.-P. Tertrais. Réponse : le capitalisme. Ainsi, parce qu'il est impératif de préserver le seul endroit de l'univers où il soit de bon sens d'habiter, l'humanité ne peut le faire qu'en mettant à bas le système fatal, la classe ouvrière ne peut le faire qu'en refusant d'employer le hochet que lui octroie l'État et en usant de ses propres armes : « le défi majeur étant de réaliser cette tâche sans tarder parce que les échéances écologiques se rapprochent dangereusement » conclut l'infatigable partisan de la décroissance révolutionnaire.

« Tu es l'électeur, le votard, celui qui accepte ce qui est, celui qui par le bulletin de vote, sanctionne toutes les misères. […] Tu es toi-même ton bourreau, de quoi te plains-tu ? ». Il y a de l'Albert Libertad dans cet indispensable opuscule…

Didier
Groupe La Sociale, Rennes.

---

1. Michel Onfray et Yannis Youlountas, *Peut-on être libertaire et soutenir la candidature de José Bové ?* http://www.politis.fr/Peut-on-etre-libertaire-et, 166.html.

2. *L'impasse électorale et le projet anarchiste*, Éditions du Monde libertaire, ouvrage collectif, 48 pages, 4 euros.

Pour toute commande :
L'impasse électorale et le projet anarchiste, ouvrage collectif, 4 euros, ISBN : 2-915514-05-4
Chèque à l'ordre des « Éditions du Monde libertaire », à retourner à :
Éditions du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75 011 Paris
Pour obtenir le catalogue complet de nos ouvrages et pour tout contact :
editions@federation-anarchiste.org
www.federation-anarchiste.org/editions
Éditions du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75 011 Paris

Un désir fou de vivre une autre vie

**« Cette volonté de prolonger la nuit
Ce désir fou de vivre une autre vie
Ce rêve en nous avec ses mots à lui »...**

David Vial, *Gabrielle ou la révolution relative*, Éditions libertaires, collection Nos Futurs, décembre 2006, 10 euros

Comme Gabrielle, on a tous « Quelque chose en nous de Tennessee ». Libertaires aguerris, utopiques au volant et alter-tout dans le wagon-lit, le grand carnaval du grand soir et les abonnés aux grands maux devraient tous se retrouver dans le roman de David Vial, *Gabrielle ou la révolution relative!*

Un récit simple dans un monde de brutes, un après-demain frissonnant qui devrait donner à lire aux Attali de tous poils souhaitant nous expliquer ce qui allait nous arriver dans cinquante ans si nous arrivions à préserver coûte que coûte le capitalisme en toile de fond!

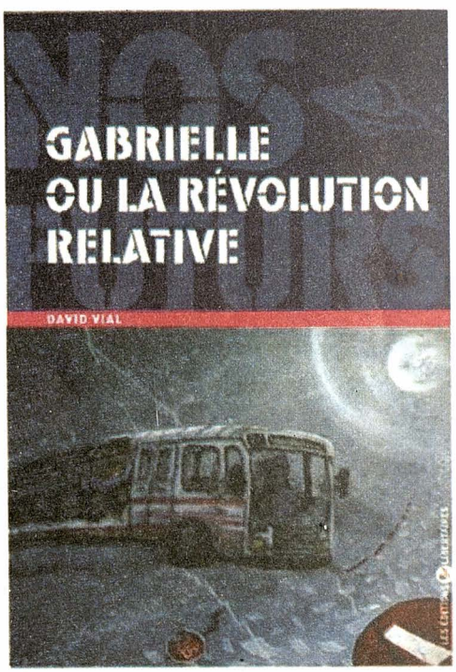
David Vial, lui, ne s'y est pas trompé. À grands coups de références et de clins d'œil sur notre présent, l'auteur peint en finesse les contradictions et grandes questions transcendantes de nos mouvements libertaires. La révolution de Gabrielle, héroïne effacée dans un monde d'hommes, nous rappelle cruellement que si le pouvoir est toujours masculin, l'utopie, quant à elle ne se conjugue qu'au féminin. Au fil des pages le lecteur fera obligatoirement le lien avec ses propres contradictions; pourquoi je milite et suis-je sûr de ce que je cherche moi-même dans la lutte?

Gabrielle en tout cas nous entraîne dans un futur pas si lointain où les plus engagés ne peuvent que s'interroger sur le sens à donner à leur propre parcours: ma révolution, ma quête d'absolu n'est-elle pas toujours relative? Mon quotidien s'inspire-t-il vraiment de mes aspirations de liberté?

Nul ne peut lire ce roman sans éprouver ce petit doute, ce petit malaise insignifiant qui vient peser sur les idées reçues et chatouiller les certitudes. Si nos grands commis du capitalisme cherchent encore et toujours à ménager la chèvre et le chou en matière de développement durable pour plier sans rompre sur la lecture de l'avenir, Gabrielle et l'auteur ont décidé pour leur part que toute révolution est belle et bien relative dans notre monde unilatéral! Il n'y a jamais eu le bien ou le mal, le noir ou le blanc, l'engagé ou le perplexe. Il n'existe que des êtres tout fait de doute et sensibles à l'autre, à tous les autres. Dans tous les cas, les grandes réformes n'ont jamais été initiées par les messies du grand soir ou les psychorigides du dogme. Et encore moins, hélas, par des femmes. Gabrielle nous aide peut-être à le comprendre.

Un nouveau texte sans prétention pour la collection Nos Futurs des Éditions libertaires, une collection qui se veut, avant tout, la devanture de nouveaux talents, la vitrine d'idées toutes faites de neuf. Une ligne éditoriale simple et directe, croisant les grands fonds de la SF à l'anticipation, flirtant avec la politique-fiction, un regard libertaire sur nos avenirs probables...

François Dibot

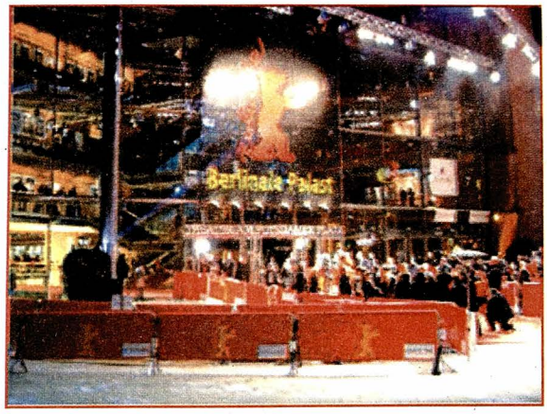


Faits d'hiver

Pendant ce temps, à l'île d'Oléron...

57e Berlinale

À la recherche du « bon Allemand » ?



Heike Hurst

The Good German

Les titres étaient évocateurs et alléchants : *The Good German*, Steven Soderbergh, *The Good Shepherd*, Robert de Niro, mettaient en appétit, lançaient l'envie de trouver quelqu'un ou quelque chose, mais en vain. *The Good German* reste un fantôme, malgré une mise en scène inspirée, proposée avec un indéniable talent. Des stars habituellement convaincants, Cate Blanchett et George Clooney, habillés d'un noir et blanc impeccable, peinent ici à prouver qu'ils cherchent quoique ce soit. *The Good German* (sorti le 14 février) est une imitation parfaite des films emblématiques des années cinquante, (*le Troisième Homme*, *Allemagne Année Zéro*, *les Assassins sont parmi nous* ou *la Scandaleuse de Berlin*, et évidemment aussi *Casablanca* dont il pastiche même l'affiche...). Malgré la maîtrise des codes cinématographiques de l'époque, le film n'arrive pas à ajouter sa petite pierre aux *Trümmerfilme* (films des ruines) et surtout il n'arrive pas à créer l'émotion si nécessaire à l'adhésion du spectateur et à la crédibilité d'une histoire tellement invraisemblable que nous sortons déçus de ce spectacle inutile. Cette démonstration d'un savoir-faire dédié au septième Art reste futile et paradoxalement très loin d'un cinéma qui laisserait des traces dans notre imaginaire.

The Good Shepherd de Robert de Niro ne s'en sort pas tellement mieux. Même s'il réunit une brochette de stars encore plus impressionnante que Soderbergh (l'ensemble des acteurs a été récompensé par un Ours d'argent) et raconte toute l'histoire de la CIA, il fournit un catalogue complet des saloperies planétaires commises en son nom, aussitôt justifiées comme toujours par la lutte contre le communisme à l'époque et contre le terrorisme aujourd'hui. Matt Damon (pas plus de *sex appeal* qu'un trombone) traverse le film imperturbable, sacrifiant tout à sa « mission » et, à part une scène de torture réussie directement inspirée par les images choc d'Abou Ghraïb, de Niro tombe dans le piège du film à thèse et l'on ne voit plus sa position. D'autant plus qu'il incarne lui-même le « big boss » de l'organisation qui se disloque petit à petit (il est amputé du pied, de la jambe, etc. ; seule bonne idée de cinéma du film) comme les différentes opérations qu'il décide.

Échec et terrible couac aussi le film avec Jennifer Lopez, qui cherche à tirer au clair des meurtres de jeunes filles restés impunis. *Bordertown* (les Oubliées ; sortie le 25 avril) se passe à Juarez, ville frontalière entre le Mexique et les USA où des usines font travailler des jeunes femmes pour quasiment rien. C'est là où les futures victimes, toujours très jeunes, très belles et vierges de préférence, étaient choisies par des rabatteurs. Nous avions vu de remarquables documentaires à ce sujet. En vérité, c'est une mère de famille enfermée, violée et rouée de coups qui a eu le courage de témoigner. Elle prouve l'implication de la police, de la justice et des lobbies proaméricains. Elle est à l'origine d'une association des parents des victimes. Mais le réalisateur préfère filmer sa star aux cheveux blonds, des courses de poursuite de voitures au lieu de s'intéresser à son sujet. Autre star du film, Antonio Banderas – dont le long métrage *El Camino de los Ingleses* au Panorama reçut le prix Europa Cinéma racontait que le tournage était en permanence saboté, bloqué et menacé. N'empêche que ce film, bourré de bonnes intentions, pose la question de sa place en sélection officielle.

De Chine et de la Corée venaient en revanche des films autrement plus convaincants. Après sa trilogie noire de la « vengeance », Park Chan wook, l'auteur de *Old Boy* surprenait avec un film drôle, déjanté, poétique : *Sai Bo Gu Ji Man Gwen Chana* (I'am a Cyborg...) – prix Alfred-Bauer, doté de 50 000 euros – où une jeune fille, mangeuse de piles, est sauvée par l'amour d'un garçon aussi inventif que fou d'elle. D'une improbable coproduction entre la Mongolie,

la France et la Corée surgit, tel un miracle, *Hyazghar* (*Desert Dream*) de Zhang Lu. Cet auteur dont c'est le troisième long métrage, confirme son talent de montrer, dans une durée parfois épique, la vie dans une yourte, l'obsession du personnage central de replanter la steppe, de sauver cet endroit de la désertification en marche et de travailler comme Sisyphe, dans un éternel recommencement. Dans cette solitude des grands espaces et des vents déchaînés, nous voyons arriver une Coréenne et son garçon : « Imaginez ce que ces gens ont vécu en traversant pratiquement toute la Chine pour arriver là... », dit Zhang Lu. Son film nous envoie un souffle d'utopie, confirme les qualités d'accueil et de solidarité qui existent encore dans ces pays au-delà des barrières de langues et de nationalités.

Tuya de Hun Shi (*Tuyas marriage*) de Wang Quan'an (l'Ours d'or) cultive les mêmes vertus de solidarité, de respect de l'autre, trace le portrait magnifique d'une femme, Tuya, justement. Il faut la voir, comment elle tente de bloquer toute seule une charrette à foin renversée, comment elle charge un ami saoul sur son chameau ou comment elle cherche et retrouve son gamin resté avec les brebis dans une tempête de neige. (Recette pour ranimer un homme évanoui : remplir la bouche d'une bonne gorgée d'eau-de-vie, cracher le tout sur la poitrine dénudée du sujet, le frotter vigoureusement !) Cette « Reine de Mongolie » a un mari accidenté en creusant un puits. Mais elle n'en veut pas d'autre, si elle ne peut plus continuer à prendre soin de lui. Des plans inoubliables confrontent ces univers irréconciliables de la campagne et de la ville, de l'ancien et du nouveau, transmettent l'éternelle envie d'un peu de bonheur arraché au lourd labeur de tous les jours...

Michaux parle d'un « mysticisme » de tous les jours qui se manifeste parfois quand on accomplit les tâches les plus ordinaires. *Irina Pal* de Sam Garbarski raconte l'histoire d'une grand-mère courage qui branle les hommes dans un cagibi de Soho pour payer les frais nécessaires pour sauver son petit-fils. Marianne Faithful prête sa voix et son bras à ce travail éreintant. Le film n'a, hélas, qu'une esthétique de série télé, mais la prestation de la chanteuse-actrice restera dans nos mémoires. On l'attendait pour le prix d'interprétation féminine, mais c'est l'actrice fétiche de Christian Petzold, Nina Hoss, qui l'emporta. *Yella* conte une tranche de vie de femme dont le quotidien est devenu insupportable. Elle quitte mari et ville, est propulsée dans un monde capitaliste sauvage avec des règles qu'elle ignore. Elle a néanmoins emporté son sens de la responsabilité. Elle ne s'en va pas pour oublier. Dans sa nouvelle indépendance, elle continue à penser aux autres. Elle est partie, mais le moindre de ses mouvements est entravé en permanence. Persécutée par les bruits du passé et ses fantômes, elle résiste jusqu'à ce qu'elle devienne elle-même une sorte de fantôme de la liberté. La liberté qu'elle a choisie mais qu'on ne la laisse ni pratiquer ni vivre. Ce que la bande-son et la direction de la photographie très exceptionnelles nous disent aussi. Espérons que ce film trouvera le chemin de la distribution en France. Seul *Contrôle d'identité* (*Die innere Sicherheit*) est sorti, son magnifique *Gespenster* (Fantômes) est resté inédit.

Les films français de la compétition chantaient les louanges du verbe, de la parole comme source de désir (Rivette) et de la liberté des corps et de la jouissance, entravée par le HIV (Téchiné). L'adaptation de Rivette (coscénaristes Pascal Bonitzer et Christine Laurent) de *la Comtesse de Langeais* de Balzac au titre énigmatique *Ne touchez pas la hache* (sortie le 28 mars) est un modèle du genre. Jeanne Balibar aurait pu être une candidate au prix d'interprétation, elle est inouïe de précision et de charme, toute en retenue. Quand elle brûle enfin, c'est trop tard. Guillaume Depardieu est un partenaire plus que digne. Un couple est né. André Téchiné (sortie le 7 mars) en revanche, dans *les Témoins*, fait valser les liens et décompose les couples. Il crée un mouvement qui rend palpable ce mystère terrifiant de l'apparition du HIV. Michel Blanc campe un médecin qui s'engage. On pense à *la Truite* de Losey « homo, hétéro, peu importe, faut être sexuel ! ».

Les sections parallèles offraient des figures de femmes plus drôles et plus indépendantes : à commencer par *Fay Grim* de Hal Hartley. Le film est une sorte de version burlesque du *Good Shepherd*. Il montre une CIA en déconfiture, court-circuité par le simple bon sens et des gamins, as des ordinateurs. Les femmes sont épatantes, se comportent d'abord comme les bonnes femmes dans *Ma sorcière bien aimée*, pour finir par semer les agents. C'est réjouissant et enfin une suite à *Henry Fool*. Peut-être aussi une tentative d'expliquer aux Américains que la guerre d'Iraq est une erreur et que les choses sont plus complexes que la vision que *little* Bush veuille bien nous en donner.

La Môme (Dahan) en ouverture, Angel (Ozon) en clôture...

Ainsi coexistent dans un même festival des mondes très différents les uns des autres.

Angela Schanelec (Marseille) continue à creuser son sillon. (Forum) Son film : *Nachmittag* (Après-midi) culmine dans un plan séquence où elle raconte le bonheur d'avoir fait des kilomètres avec son enfant dans un sac kangourou, l'amour et la joie qu'elle éprouvait. Quand on réfléchit à l'ensemble des films vus, l'amour et les mères, dans leur signification symbolique, pourraient constituer les éléments force au cœur des époques, des peuples et des gens. Dans les *Lettres d'Iwo Jima*, film stupéfiant de Clint Eastwood (sortie le 21 février), les soldats japonais découvrent que la mère du soldat américain capturé écrit des lettres identiques à celles qu'ils reçoivent de leurs mères. Et le seul soldat qui survit au carnage est sûr de l'amour qu'il éprouve et de son envie de vivre. Donc pour revenir à notre propos du début : *The Good German*, avait-il une mère ? A-t-il jamais reçu ses lettres ? **H. H.**

La lutte syndicale sous camisole

Roland Veuillet a été injustement sanctionné en 2003 pour fait de grève; il avait refusé un ordre oral du proviseur adjoint lui demandant de remplacer des surveillants grévistes par des élèves majeurs. Cette sanction était un acte prévu, de longue date, par sa hiérarchie qui voulait faire taire un militant intègre qui s'était opposé à la plate-forme technologique, une des premières en France et qui faisait du Medef un partenaire du lycée Dhuoda, dans lequel il exerçait la fonction de CPE (Conseiller principal d'éducation). Ceci s'est accompagné de faux en écriture du proviseur qui ont été couverts par le recteur. Recteur et proviseur n'ont donc trouvé d'autre solution qu'une sanction disciplinaire (mutation à Lyon) pour que Roland cesse de les empêcher de mener à bien leur politique d'entrée de l'entreprise dans l'école.

Depuis, Roland n'a cessé de se battre pour faire annuler cette sanction. Il a ainsi couru plus de 16000 km pour dénoncer la répression syndicale (il a nommé ces marathons: Arbitrairathons). Il a également mené divers recours juridiques, dont celui devant la commission des recours du Conseil supérieur de la Fonction publique. Celui-ci a rendu un avis tranché (ce qui est extrêmement rare) demandant que « toute forme de sanction à l'encontre de Roland Veuillet soit annulée ». Le ministre de l'Éducation nationale est passé outre cet avis, qui bien que consultatif, a été signé par le Premier ministre. Lors de l'audience à la Cour d'appel administrative de Lyon en octobre 2006, le commissaire du gouvernement a lui aussi demandé l'annulation de la sanction de Roland en précisant qu'il avait « agi avec professionnalisme et dévouement en gérant comme il l'a fait le problème de la surveillance de l'internat ». Pourtant, la Cour d'appel, en jugeant la forme et non le fond, a une fois de plus confirmé la sanction.

Devant le silence des ministres de l'Éducation nationale successifs, Roland a fait une première grève de la faim de 39 jours devant le ministère en août-octobre 2005. Il a accepté de cesser celle-ci lorsqu'un médiateur, qui devait revoir l'ensemble du dossier, a été nommé. Or celui-ci a pris tout son temps pour rendre un rapport mensonger à charge contre Roland. Se trouvant une nouvelle fois dans l'impasse, il a de nouveau entamé une grève de la faim le 24 décembre 2006. Lors de cette dernière, les provocations du ministère se sont multipliées. Roland a reçu plusieurs lettres le menaçant de le déclarer en abandon de poste, alors qu'il était en grève couvert par un préavis (Robien semble avoir oublié que le droit de grève est encore un droit constitutionnel). Le ministre a de nouveau nommé un médiateur au 53e jour de grève de la faim. Les organisations syndicales ont accepté et se sont à nouveau faites balader par le sbire de Robien.

Pendant ce temps, l'administration s'est acharnée sur Roland afin de briser son combat. Il a ainsi été interné en hôpital psychiatrique par les autorités. Ces pratiques dignes des pires régimes montrent bien la détermination dont l'État peut faire preuve pour bâillonner un militant gênant. On peut ainsi lire dans l'avis du premier psychiatre que Roland « refuse tout traitement psychotrope pouvant permettre une atténuation de ses revendications ». Fort heureusement, les personnels de l'hôpital psychiatrique ont fait leur travail sans plier devant les pressions dont ils ont certainement été victimes. Grâce à leur professionnalisme, le fait de revendiquer ne sera pas apparenté à la folie ou à des troubles mentaux. C'est certainement la première fois, depuis très longtemps, dans l'histoire de France qu'on a cherché à psychiatriser un conflit social, qu'on a voulu faire passer pour fou un homme qui lutte contre une injustice. Ceci ayant échoué; la course de lenteur du médiateur s'est donc poursuivie, jusqu'à ce que Roland, épuisé, cesse sa grève de la faim au 57e jour. Robien a ainsi montré le mépris qu'il pouvait avoir de la vie et de la santé d'un homme, et a donc continué ses provocations en proposant des « solutions » qui ont déjà été proposées à Roland il y a au moins 2 ans.

Roland et son comité de soutien, tout comme l'intersyndicale nationale, continuent d'exiger l'annulation de la sanction sur la base de l'avis du CSFP avec toutes les conséquences de droit, retour à la situation antérieure à Dhuoda, retrait des pièces à caractère syndical du dossier professionnel, rétablissement de la note, reconstitution de la carrière, réparation du préjudice subi.

Roland en choisissant comme mode d'action la grève de la faim étant conscient de sa principale limite, celle d'une action individuelle. Il aurait préfère comme tout militant les actions collectives. Or jusqu'au 24 décembre, même si les syndicats le soutenaient ils n'avaient enclenché aucun mouvement pour faire aboutir ses revendications. Soixante jours plus tard, les choses ont évolué car des actions se sont multipliées en France pour soutenir la lutte de Roland: rassemblements et actions dans de nombreuses villes de France, grévistes de la faim solidaires, blocage de lycées par des élèves, déclaration d'unions départementales de syndicats... Cette mobilisation ne doit pas cesser, elle se poursuivra lors des dépôts de plainte futurs au sujet de l'internement abusif, et de l'acharnement antisyndical.

Le combat de Roland est exemplaire, car c'est celui d'un syndicaliste victime de répression antisyndicale du fait des ses revendications. De plus il n'a jamais accepté les « arrangements » que lui a proposés le ministère, il a pousuivi sa lutte afin de faire reconnaître l'injustice de la sanction qui l'a frappé et démontrer qu'on ne peut sanctionner impunément un militant pour ses activités. Il défend également les droits collectifs en affirmant qu'on ne peut remplacer des grévistes, il s'oppose à l'avancée constante du capitalisme dans le monde éducatif. Ce combat n'est donc pas un combat individuel mais celui de tous les individus qui veulent s'opposer à l'État et au capitalisme. Un coup porté contre Roland est un coup porté contre tous et toutes. Si nous ne luttons pas pour sa réhabilitation, nous an préparons les répressions qui nous frapperont plus tard.

Mickaël

CNT Éducation 69 et membre du Comité de soutien à Roland Veuillet

Jeudi 1er mars

Chronique hebdo à 10 heures : Analyse libertaire de l'actualité. Par Jacques et Gérard.

Si vis pacem à 18 heures : La résistance du théâtre irlandais. Avec Jean Dumay, traducteur.

Vendredi 2 mars

Place aux fous à 13 heures : Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Place aux Fous Musique reçoit le groupe Pravda, pour la sortie de son 1er album, l'excellentissime *À l'ouest*.

L'invité du vendredi « Des droits et des hommes » à 19 heures : Ligue des droits de l'homme. L'émission de la LDH.

La grenouille noire à 21 heures : Anarchisme & écologie. L'émission sera consacrée au nucléaire en général, et à l'EPR en particulier (notamment les manifs du 17 mars, voir www.stop-epr.org). Invité : Réseau Sortir du Nucléaire. Et en live, le groupe Matsai.

Samedi 3 mars

Chronique syndicale à 11 h 30 : Luttes et actualités sociales. 11 h 30-12 h 30 : La CNT 94 et la société Moiroud, dans le Val-de-Marne ; 12 h 30-13 h 30 : Roger Dadoun, les anarchistes et les élections.

Chroniques rebelles à 13 h 30 : Débats, dossiers, rencontres… *Le Soldat Françaoui. De Sotteville à Sétif* de Jean-Luc Debry (L'Insomniaque), avec l'auteur. Il sera question du livre, des éditions de L'Insomniaque et de la revue Gavroche.

Deux sous de scène à 15 h 30 : Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Dimanche 4 mars

Symbiose à 14 heures : Culture libre. L'émission se penchera sur les différentes licences copyleft, afin de présenter leur fonctionnement, leur domaine d'application et leur logique.

Chants / Contrechamps à 15 h 30 : Cinéma d'auteurs, chanson à textes. L'actualité du cinéma et de la chanson dans les salles (http://www.cine-libertaire.org).

Le Mélange à 17 heures : L'émission de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Lundi 5 mars

Les mangeux d'terre à 09 h 30 : Émission écolo-libertaire. Intervention du Dr Lylian Le Goff au salon « Vivez nature » (enregistrée le 3 février dernier à Paris), sur le thème « les produits bio, une réponse pour la sécurité alimentaire ».

Lundi matin à 11 heures : Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Agora libertaire à 18 heures : Souvenirs de la guerre d'Espagne, 19 juillet 1936 - 9 février 1939. Antoine Gimenez. Feuilleton radiophonique en 20 épisodes réalisé par les Giménologues, amis d'Antoine Gimenez. Diffusion des épisodes 7 et 8.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures : Magazine de la chanson vivante. Programme de chanson française, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30 : Humour et humeur noirs. Revue de presse politiquement incorrecte, par la bande des Carmélites pentus.

Mardi 6 mars

Le Parisien libertaire à 8 heures : Faut libérer Paris !

Des oreilles avec des trous (dedans) à 17 heures : Des fusiques molles pour fous les tous. Émission n° 83 : sans thème, juste quelques morceaux exceptionnels à écouter…

Idéaux et débats à 18 heures : Esther, Ana, Susan, Rebecca, Vanessa, Sarah, Lydia, Molly, Catherine, Avalyn, Lisa, Jennifer, et les autres… Où nous recevrons en direct : Arnaud Cathrine, pour *La disparition de Richard Taylor* (Verticales) ; Catherine Lépront, pour *Esther Mésopotamie* (Seuil).

Paroles d'associations à 19 h 30 : Magazine de la vie associative et culturelle. L'association « 3-4 », apprentissage original de la musique aux enfants.

Mercredi 7 mars

Blues en liberté à 10 h 30 : Émission musicale blues Albert King, gaucher adroit.

Le manège à 14 heures : Littérature & cinéma. L'invité littéraire : Wilfried N'Sondé, pour son premier roman *Le cœur des enfants léopards* (aux éditions Actes Sud), par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38 à 16 heures : À l'heure du goûter Avec Shanti D., reggae et autres… Lève ton doigt en l'air, libertaire !

Ras les murs à 20 h 30 : Actualités des luttes de prisonniers. Des militants du Pôle de suspension de peine viendront faire le point sur la situation de la loi Kouchner, qui devait donner la possibilité aux prisonniers malades de sortir de prison avant la fin de leur peine.

Traffic à 22 h 30 : Musiques urbaines et libres propos. Traffic slame pour le printemps. C'est avec Pilote leHot, notre invité du Printemps des poètes, que nous ouvrons les micros à des slameurs. Une parole libre, sur une radio libre.

Vendredi 2 mars
Lorient (56)

Le groupe libertaire Francisco-Ferrer (Fédération anarchiste de Lorient) organise, à 20h30, la projection de *Land and freedom* de Ken Loach (césar du meilleur film étranger 1996) à la maison des associations, cité Allende, 12, rue Colbert. Entrée libre. Le film sera suivi d'un débat: Quel enseignement tirer des expériences autogestionnaires et de la solidarité internationale? Alors qu'aujourd'hui, c'est toute l'Espagne qui s'interroge sur les années sombres qui ont suivi la défaite républicaine, peut-on aussi questionner le rôle des gouvernements des démocraties voisines? Etc....

Samedi 3 mars
Paris 18e

Rencontre-débat avec Thierry Maricourt qui nous parle de son dernier ouvrage *Alacatel-Illkirch, entreprise high-tech et restructurations* à 15h30, à la bibliothèque La Rue, au 10, rue Robert-Planquette.

Chalon-sur-Saône (71)

Réunion publique sur l'anti-électoralisme, à 20 heures, salle du Cloître, rue du Cloître, organisée par le groupe libertaire de Saône-et-Loire et le groupe la Vache noire de la Fédération anarchiste. Entrée libre, table de presse...

Mardi 6 mars
Paris 19e

Colloque « concevoir et produire des logements populaires » organisé par le Syndicat unifié du bâtiment-CNT, à 19 heures à l'école d'architecture UP6 (144, avenue de Flandre, Métro Corentin-Cariou). Intervenants: Bernard Kohn (architecte), Maurice Garreau (fondation Emmaus), Jean-Paul Flamand (historien), Gustave Massiah (économiste).

Vendredi 9 mars
Bordeaux

Concert avec Easpa Measa (anarcho-punk, Irlande), organisé par Mankind à 19 heures, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet. 5 euros.

Samedi 10 mars
Rouen

« Fin de trêve hivernale », débat avec le DAL (Droit au logement), à 15 heures, à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Paris 11e

Conférence-débat avec Guillaume Lecointre à propos des matérialistes et de leurs (malhonnêtes) détracteurs, à 16h30 à la librairie Publico, 145, rue Amelot. Les livres dont il est coauteur seront disponibles à la librairie.

Mardi 13 mars
Ivry-sur-Seine (94)

Écologie politique: l'impasse électorale. Réunion publique à l'initiative du Groupe libertaire d'Ivry (Fédération anarchiste), à 20 heures au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M° Porte-d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie. Ouverture des portes à 19h30, bar, petite restauration possible, entrée libre.

Mercredi 14 mars
Sarlat (24)

Débats libertaires sur le thème de l'autogestion, organisé par le Drapeau noir Périgord de la Fédération anarchiste au café Lébérou, 5, rue Jean-Jacques-Rousseau. Présentation du projet Emancip.

Nancy (54)

Rencontres libertaires sur l'autogestion à la fac de lettres. 12h30: bouffe collective sur la fac de lettres. Après-midi: tables de presse libertaires.
19 heures: projection/débat sur le Bangladesh.

Paris 11e

Projection du film documentaire *Putain d'usine*, 52 minutes, 2006, en présence du réalisateur Rémy Ricordeau film réalisé d'après l'ouvrage *Putain d'usine* de Jean-Pierre Levaray, édité aux éditions l'Insomniaque en 2002 et réédité aux éditions Agone, à 19h45 au CICP, 21ter, rue Voltaire.

Jeudi 15 mars
Merlieux (02)

Rencontre avec Nan Auroussea, auteur de *Bleu de chauffe* et *Paroles de bandits*, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./fax: 0323801709.

Nancy (54)

Rencontres libertaires sur l'autogestion au local CNT, 22 bis, rue Villebois-Mareuil, 19 heures: débat avec un membre de Coopéquita de la CNT Bordeaux (production et distribution coopérative de produits agricoles)

Vendredi 16 mars
Saint-Claude (39)

Réunion publique: combattre la biométrie, avec le collectif jurassien pour le refus de prélèvement d'ADN, au Coffre-Fort, rue de Boneville à 20h30, groupelucio@no-log.org.

Nancy (54)

Rencontres libertaires sur l'autogestion à: 19 heures: rebaptisation de la place de la Commune (anciennement place Thiers) avec la Chorale des sans-noms. 20 heures: manifestation festive jusqu'au lieu (MJC Bazin). 21 heures: apéro-bouffe. 21h30: discussions autour des expériences autogestionnaires lors de la révolution espagnole.

Saint-Astier (24)

Bruno Daraquy interprète Gaston Couté au centre culturel La Fabrique à 21 heures, rue Amiral-Courbet . Réservation: 0553024199 ou contact@lafabrique.info

Céline Bargès, *le Fourré aux délices*